

Introduction
des
Sociétés à Responsabilité limitée
en Roumanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 juin 1933, à 14 heures

PAR

Aristide L. COSTIENI

Président de thèse : M. R. CASSIN, professeur

Suffragants { MM. HAMEL }
 { AMIAUD } *professeurs*

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1933

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

Introduction
des
Sociétés à Responsabilité limitée
en Roumanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 juin 1933, à 14 heures

PAR

Aristide L. COSTIENI

Président de thèse : M. R. CASSIN, professeur

Suffragants { MM. HAMEL } professeurs
{ AMIAUD }

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1933



Le développement des relations commerciales entre les Etats et la concurrence que se font les différents pays sur les grands marchés du monde amène, presque nécessairement, à réaliser dans les divers Etats les réformes législatives qui sont faites avec succès dans les lois d'un pays.

CH. LYON-CAEN.

INTRODUCTION

Le Conseil législatif roumain vient de présenter au public un petit livre de 190 pages : l'*Avant-projet de Code de commerce*.

Malgré le nombre assez réduit de ses articles (797) ¹, cet avant-projet de Code réforme, de fond en comble, l'ancien droit commercial roumain.

En grande partie inspiré par le droit commercial italien ², le droit commercial roumain a régi de façon satisfaisante, jusqu'à la guerre, les relations, non seulement des nationaux entre eux, mais aussi des nationaux avec l'étranger. Après guerre, par l'expropriation des grands propriétaires, les intérêts roumains — éminemment agricoles — ont été orientés vers le commerce et l'industrie. Beaucoup de questions nouvelles et extrêmement importantes se posèrent aux tribunaux et jurisconsultes roumains, et en face des nécessités toujours accrues de la pratique, l'ancien Code parut insuffisant. On chargea alors le Conseil législatif de préparer la réforme du droit commercial roumain, et après cinq années d'études (1926-1931) l'avant-projet de Code de

1. En effet, l'avant-projet ne traite ni des lettres de crédit et chèques (loi spéciale déposée au Parlement), ni du contrat d'assurance (loi récemment promulguée), ni des sociétés coopératives (code spécial), ni du droit maritime, qui formera l'objet d'un code spécial.

2. Le Code de commerce roumain de 1887, actuellement en vigueur, n'est que la traduction du Code de commerce italien de 1883.

commerce fut élaboré. Les sources d'inspiration du Conseil législatif furent : le Code allemand de 1900, le projet suisse de Code des Obligations de 1928 et les projets italiens de Code de commerce de 1922 et 1925.

Il faut dire tout de suite que ce petit livre est une œuvre intelligente, moderne et certainement de grande valeur. On y trouve les institutions les plus nouvelles, expérimentées avec succès dans d'autres pays, des réformes intéressantes et dont la mise en pratique est impatiemment attendue.

« Nous faisons non seulement une législation d'unification, dans laquelle toutes les législations des provinces réunies doivent se fondre, mais en même temps nous avons le devoir de mettre le nouveau Code au niveau des progrès réalisés dans le domaine du droit commercial dans les pays à législation plus avancée et avec lesquels nous sommes liés par de nombreux rapports commerciaux. »

» Nous avons particulièrement cherché à recevoir les dispositions admises aux Congrès internationaux, en vue d'une unification du droit commercial nécessaire pour faciliter les rapports commerciaux entre les Etats¹. »

» Dans ce minimum d'uniformité législative internationale qu'autorisent les caractéristiques qui séparent un peuple d'un autre, est contenu l'un des éléments les meilleurs et les plus utiles à une étroite entente des nations civilisées et — en conséquence — on a cru indispensable de faire tous les efforts pour anticiper cette communion de règles juridiques qui constituera

1. Introduction de l'avant-projet, p. V.

peut-être la réalité d'un prochain avenir et l'accomplissement d'une des plus nobles aspirations de la pensée juridique latine¹. »

Avant d'être promulgué, cet avant-projet subira certainement des critiques dont il tirera le plus grand profit.

*
**

Parmi les nouvelles institutions, l'introduction des sociétés à responsabilité limitée dans le droit commercial roumain suscite le plus vif intérêt.

Comme le dit si justement M. Ch. Lyon-Caen¹, « la société à responsabilité limitée semble destinée à pénétrer dans tous les pays », car « il n'y a pas dans l'histoire des sociétés un exemple qui puisse se glorifier d'un succès aussi complet². »

» Le champ étendu de la vie commerciale ne peut être limité aux rapports entre les habitants d'un même pays. Le commerce est devenu international. Pour son développement, il faut créer des institutions ou, pour mieux dire, préciser des règles pour certaines institutions à caractère international³. »

C'est une forme de société qui convient à merveille au commerce en général et au commerce roumain en particulier ; nul doute que son introduction ne soit accueillie avec la même faveur que dans les pays où

1. Exposé des motifs du projet de Code de commerce italien.

2. Ch. Lyon-Caen, préf. à la 2^e éd. du *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée*, par G. Drouets, 1927.

3. J. Hatt, thèse, Paris, 1908.

4. J.-G. Cohen, *Principes du projet de Code de commerce roumain*, 1931, p 13.

elle fonctionne depuis de nombreuses années, d'autant plus que le législateur roumain, riche de l'expérience de l'étranger, pourra éviter l'insertion dans la loi de certaines dispositions qui n'ont pas donné satisfaction à la pratique étrangère.

*
**

L'interprétation d'un projet de loi est toujours chose difficile. Pour déterminer le sens et la portée des dispositions nouvelles, parfois obscures ou peu précises, les premiers interprètes n'ont le secours ni de la jurisprudence, ni des opinions des auteurs. Puis, s'ils veulent faire œuvre vraiment utile pour l'avenir, il faut qu'ils aperçoivent les questions qui n'ont pas été résolues et y proposent des solutions.

« Pour mener à bien l'étude de la société à responsabilité limitée, nous ne commenterons pas le texte du projet article par article. Sans doute, d'un point de vue général, un ouvrage conçu d'après ce plan est susceptible de rendre de grands services à la pratique, en facilitant les recherches ; mais cette méthode nous paraît dépourvue de tout caractère scientifique dès l'instant où il s'agit d'expliquer un projet de loi qui n'a pas encore été appliqué en pratique ¹. »

1. G. Drouets, *op. cit.*, p. 5.

NECESSITE D'INTRODUIRE LES SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE EN DROIT ROUMAIN

PLAN

La grande industrie moderne et le commerce international continuent leur développement prodigieux. Pour subvenir aux besoins d'une humanité de plus en plus exigeante, de plus en plus raffinée, il a fallu créer des organismes puissants, capables de fournir des marchandises à tous les marchés du globe, de lutter contre la concurrence internationale, des sociétés disposant de capitaux qui dépassent souvent la fortune d'une seule personne. Les individus s'unirent, apportant à ces sociétés leurs capitaux et leur travail. C'est ainsi que le droit commercial moderne — aussi bien étranger que roumain — a connu l'existence de plusieurs sortes de sociétés : sociétés en nom collectif, sociétés en commandite, sociétés anonymes.

Jusqu'à ces derniers temps, la pratique s'est contentée de ces moules à associations qui lui étaient offerts ; mais on a fini par s'apercevoir de l'insuffisance de cette législation. En effet, l'article 2092 du Code civil français — qui a son équivalent dans la presque totalité des

législations européennes (art. 1718 du Code civil roumain) — dispose :

« Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir. »

Si les dispositions de cet article ont paru équitables aux rédacteurs du Code civil et à la pratique jusqu'à une époque qui n'est pas éloignée, aujourd'hui elles soulèvent de nombreuses et, il faut bien en convenir, de sérieuses objections.

Celui qui constitue une société, qui exerce un commerce, se voit donc complètement appauvri s'il manque un jour à ses engagements ; non seulement l'intégralité de sa fortune appartiendra aux créanciers, mais le naufrage de ses affaires entraînera celui de son honneur : la faillite guette le commerçant malheureux. Si ce commerçant, par ses fautes ou sa malhonnêteté, mérite de subir les rigueurs de la loi, aussi sévère fût-elle, que décider du commerçant victime souvent innocente d'une période d'instabilité politique ou économique, d'une crise ? Il paraît injuste de frapper durement, dans ce cas, une personne qui n'a aucune faute à se reprocher. Mais, d'autre part, il faut sauvegarder les légitimes intérêts des tiers. C'est alors qu'est apparue la nécessité de limiter le risque pour celui qui décide de s'établir commerçant, tout en prenant certaines garanties pour éviter des fraudes.

D'autres arguments militent encore en faveur de l'introduction, dans le droit moderne, des sociétés à responsabilité limitée :

En premier lieu, l'existence des sociétés de famille. Le père, chef et créateur de l'entreprise, désire que son

œuvre soit continuée par les siens après sa mort. Il voudrait s'associer ses futurs héritiers. Ou bien, un industriel veut se retirer des affaires en cédant son entreprise à ses collaborateurs. Que faire ? Fonder une société anonyme ?

Mais, « il résulte de l'obligation pour les sociétés anonymes de réunir sept actionnaires, une entrave sérieuse à notre essor économique, car des commerçants ou des industriels actifs et peu nombreux qui veulent, en se groupant, soit améliorer ou développer leur entreprise, soit en fonder une nouvelle sans, d'autre part, se conformer à toutes les formalités que comporterait la constitution d'une société anonyme, ne trouvent pas dans notre législation la forme de société adaptée à leurs besoins¹. »

En effet, « la réglementation de la constitution des sociétés anonymes est compliquée et les formalités requises pour la constitution de ces sociétés occasionnent des frais importants. Aussi, la forme anonyme ne peut guère être adaptée par des sociétés dont le capital est d'une minime ou moyenne importance, et ce sont de beaucoup les plus nombreuses. Cependant, il y a la plus grande utilité à ce que la responsabilité de tous les associés puisse être limitée au montant de leurs mises, même dans les entreprises n'ayant pas une importance considérable². »

Quelles étaient les formes d'association, en vue de l'exercice du commerce, permises par la loi ?

Les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite (simple ou par actions) et les sociétés anonymes :

1. Exposé des motifs du Projet de loi français.

2. Ch. Lyon-Caen, préf., *op. cit.*

chaque forme présentant ses avantages et ses inconvénients.

Dans les sociétés en nom collectif, tous les associés sont responsables indéfiniment et solidairement entre eux, sur leurs propres biens, des dettes qu'a pu contracter la société. Il s'ensuit que l'actif social constitue le gage des créanciers sociaux, par préférence aux créanciers personnels des associés ; que si ce gage est insuffisant pour les désintéresser, les créanciers sociaux peuvent poursuivre les associés sur leurs bien propres en concours avec leurs créanciers personnels.

Le projet, par une extension de la personnalité juridique du patrimoine, considère la société, quelle que soit sa forme, comme seule susceptible d'être déclarée en faillite ; par cette innovation hardie, il rompt avec le passé et avec les dispositions de la plupart des législations commerciales étrangères où la faillite de la société en nom collectif entraînait, automatiquement, celle de tous les associés ; en partant de l'idée que si les créanciers sociaux n'ont pu être désintéressés intégralement, c'est que les associés personnellement responsables ont failli à leurs engagements, en même temps que la société.

Dans les sociétés en commandite, les associés commandités ont une responsabilité identique à celle des membres de la société en nom collectif, c'est-à-dire qu'ils sont responsables indéfiniment et solidairement entre eux, sur leurs biens personnels, des dettes de la société. Mais les commanditaires ne sont responsables de ce passif qu'à concurrence de leur apport en société. Il s'ensuit que la faillite de la société en commandite entraîne celle des commandités, mais non celle des

commanditaires¹. La gestion de ces sociétés est exclusivement réservée aux associés responsables, c'est-à-dire aux commandités.

Enfin, dans les sociétés anonymes, il n'y a pas d'associés responsables *in infinitum*. Tous, même les administrateurs, sont des actionnaires et ne sont responsables des dettes de la société qu'à concurrence du montant de leurs actions.

Seulement, dans ce genre de société, l'immixtion législative est profonde et se substitue, à tous les points de vue, à la liberté qu'ont les associés d'organiser le fonctionnement de la société. Ici, tout est réglementé : formalités coûteuses et compliquées de constitution, surveillance étroite de la gestion, certaines dispositions relatives à la fusion, liquidation, transformation ou partage de la société.

Donc, celui qui voulait mettre à l'abri sa fortune et son honneur, tout en restant à la tête de ses affaires, devait constituer une société anonyme en feignant de se soumettre aux exigences compliquées et coûteuses de la loi, car c'était l'unique moyen offert par le droit commercial pour limiter les risques à un certain taux.

Ne devait-on pas, alors, appeler à l'existence une entreprise familiale de petite ou moyenne grandeur, dont les formalités de constitution simples et peu coûteuses eussent permis aux commerçants honnêtes d'exercer leur profession sans chercher à éluder la loi en respectant, à la surface seulement, ses dispositions ?

C'est ce que l'on a compris un peu partout. D'abord en Allemagne, puis dans la presque totalité des pays

1. Même remarque que pour les sociétés en nom collectif.

européens. Récemment, la Roumanie est aussi entrée dans cette nouvelle voie, car toutes les raisons précitées sont aussi valables pour la Roumanie que pour n'importe quel autre pays civilisé.

On a donc décidé d'introduire les sociétés à responsabilité limitée en droit roumain, et ce sera chose d'autant plus facile que l'expérience des autres nations pourra servir de législateur roumain en lui permettant de se mettre en garde contre certaines dispositions qui n'ont pas donné entière satisfaction à la pratique étrangère.

*

**

La littérature juridique sur les sociétés à responsabilité limitée est, en général, très favorable à ce genre de société. Certains ouvrages ont vanté les mérites de cette forme de société dont l'introduction, dans les pays qui ne l'avaient pas encore adoptée tout en la connaissant, a été accueillie avec faveur. Il faut convenir qu'elle répond à un réel et grand besoin économique, et que par la limitation de la responsabilité, elle est entrée dans les conceptions modernes, qui tendent chaque jour à faire échec au principe de la *garantie portant sur l'universalité du patrimoine*.

Mais, il faut envisager la chose à tous les points de vue ; s'il est des cas qui justifient cette responsabilité limitée, il en est d'autres où elle devient inacceptable, voire inique. Il ne faut pas que ce bénéfice, accordé par la loi aux commerçants honnêtes, devienne une arme à deux tranchants qui pourrait léser les intérêts des tiers. Il ne faut pas davantage que la société à responsabilité

limitée jouisse de la faveur d'une fiscalité trop bienveillante à son égard, car alors on assisterait — et l'expérience l'a démontré — à une transformation rapide d'autres genres de sociétés en sociétés à responsabilité limitée. Quel est le commerçant ou l'industriel qui ne désire pas mettre son avoir et son honneur à l'abri des exigences des créanciers ? En temps de prospérité économique, ces sociétés si nombreuses tiennent ; mais en temps de crise, comme celle qui bouleverse actuellement l'économie mondiale, qu'advient-il ? En Allemagne, en France, leur nombre a diminué ; on n'accorde le crédit à une société à responsabilité limitée que si un des associés, ou même tous, s'obligent personnellement en même temps que la société ¹.

Voilà donc comment la pratique, souvent trop soucieuse de ses intérêts, arrive à tourner les lois les mieux faites. N'est-ce pas un exemple typique que celui qui s'est produit en 1907, lorsque fut promulguée, le 13 juillet, la loi relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage ? Les notaires et les tiers avec qui la femme traitait demandaient presque toujours une autorisation du mari, malgré les dispositions légales qui tendaient précisément à affranchir la femme — dans une certaine mesure — de la tutelle maritale.

Que convient-il donc de faire ? Ne pas utiliser une institution qui, malgré tous ses inconvénients, a fait ses preuves, que les besoins du commerce réclament et qui, entre les mains d'honnêtes gens, s'avère d'une utilité incontestable ?

1. Jules Valéry, « Des mesures de précaution à prendre dans les rapports avec les sociétés à responsabilité limitée », *Rev. des sociétés*, 1926, p. 213.

Il importe donc de renforcer les textes légaux qui ne donnent pas assez de garanties aux tiers ; il faut obliger, sous des sanctions sévères, les sociétés à responsabilité limitée à faire une publicité complète, concernant leur capital, l'état de leurs affaires, le nom des associés, etc. Une fiscalité trop bienveillante à leur égard n'est pas, non plus, compréhensible.

Si — dans des pays qui pratiquent le commerce international sur une vaste échelle et depuis très longtemps, comme la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne — ce genre de sociétés a donné lieu à des critiques, on doit réglementer d'autant plus sévèrement l'introduction de cette institution dans un pays neuf comme la Roumanie, où les relations commerciales peuvent donner l'occasion à des commerçants peu scrupuleux de léser ainsi l'intérêt des tiers. La meilleure institution est souvent mal comprise au début ; l'expérience étrangère doit guider le législateur roumain. A-t-on pris toutes les précautions nécessaires ? On essaiera, dans cet ouvrage, d'examiner cet aspect du problème au fur et à mesure que seront commentés les textes.

PLAN

Pour étudier les articles qui, dans le projet de Code de commerce roumain, introduisent la société à responsabilité limitée, on adoptera le plan suivant :

On exposera, dans une première partie, les formes de société à responsabilité limitée qu'on trouve dans les législations étrangères. C'est, en effet, par la connaissance des législations étrangères que l'on arrive à mieux définir la forme suivant laquelle il convient d'in-

introduire en droit roumain la société à responsabilité limitée. Passant ensuite à l'étude des dispositions du projet de Code de commerce roumain consacrant cette institution, on examinera successivement : Les conditions de fond et de forme de sa constitution ; l'administration et le fonctionnement ; la dissolution et la liquidation. Puis, dans la conclusion, on fera la critique de la forme dans laquelle l'introduction de la société à responsabilité limitée a été envisagée en droit roumain.

LIVRE PREMIER

La société à responsabilité limitée dans les pays étrangers

ALLEMAGNE.

C'est en 1877 que, pour la première fois, on demanda timidement, en Allemagne, « une révision de tout le droit des sociétés de commerce » (demande du Conseil fédéral au chancelier de l'Empire).

En 1844, lors de la confection de la loi sur les sociétés anonymes et en commandite par actions (*Aktien-nouvelle*), le député Echelhaeuser — un des principaux promoteurs de la loi sur les sociétés à responsabilité limitée — préconisait la création d'une forme de société « individualiste, se rapprochant, par sa structure intérieure, de la société en nom collectif et qui s'en distinguerait par la réduction de la responsabilité des associés à leur mise ¹ ».

Plusieurs auteurs élaborèrent des plans : deux tendances se trouvaient en présence : certains auteurs ² soutenaient la création d'une forme de société destinée

1. Compte rendu sténographique des débats du Reichstag, 5^e période législative, 4^e sess., p. 220.

2. Simon, *Deutsche Kolonialgesellschaft*.

uniquement à des entreprises coloniales, car l'inauguration de la nouvelle politique coloniale allemande attira l'attention sur le problème des sociétés ; d'autres voulaient trouver un type de société applicable à ces entreprises coloniales aussi bien que continentales¹.

Le gouvernement sépara la question des sociétés coloniales de celle des sociétés continentales et, après avoir fait voter, le 13 mars 1888, une loi permettant aux sociétés coloniales d'acquérir la personnalité juridique sans être obligées de se soumettre à la loi sur les sociétés par actions, mit à l'étude la création d'un mode d'association commerciale en état de satisfaire les besoins qui se faisaient sentir dans l'Europe même.

Le ministre prussien du Commerce et de l'Industrie demanda l'avis du Congrès des commerçants allemands sur une action législative qui tendrait à introduire une nouvelle forme de société à base individualiste dans laquelle la responsabilité des associés serait réduite à une certaine somme. Le député Echelhaeuser adressa aux Chambres de commerce prussiennes un mémoire très important, dans lequel il disait notamment² :

« Les formes de sociétés de commerce actuellement en vigueur dans l'Empire allemand ne suffisent plus aux nécessités économiques ; il importe de faire pénétrer le principe de la responsabilité limitée qui s'implante avec une vigueur irrésistible dans la vie économique, dans les sociétés à base individualiste, dans lesquelles le capital et l'intelligence entrent en contact

1. Essen, *Die G. m. b. Haftbarkeit*, Berlin, 1886.

2. V. Rieser, *Zur Revision des Handelsgesetzbuchs. Ztschr. für das Hsdr.*, suppl. du vol. XXXIII, 1887, p. 290.

direct ; à capital égal et à force humaine égale, les sociétés individualistes produisent, sans contredit, des valeurs supérieures à celles des sociétés collectivistes¹. »

Le 7 mai 1888, la commission permanente du Congrès des commerçants allemands s'était prononcée dans un sens favorable à une législation permettant la création de sociétés de commerce individualistes et collectivistes, basées sur la limitation de la responsabilité des associés à leur part.

En décembre 1891, le Ministère impérial de la Justice présenta au Conseil fédéral un projet de loi relatif aux sociétés à responsabilité limitée. Le projet, légèrement modifié, adopté par une commission de quatorze membres, instituée sous la présidence de Œchelhaeuser, fut voté par le Parlement, le 21 mars 1892. La loi, approuvée par le Conseil fédéral, fut promulguée par l'Empereur allemand, le 29 avril 1892 (*Reichsgesetzblatt*, n° 24, du 26 avril 1892, p. 477 à 499), introduisant dans le droit allemand une nouvelle forme de société, la *Gesellschaft mit beschränkter Haftung*, appelée à un brillant avenir, non seulement dans le droit commercial allemand, mais dans le droit commercial international.

**
**

Caractères distinctifs. — La G. m. b. H. ressemble — à certains points de vue — à l'*Aktiengesellschaft* : même obligation d'être constituée en vue d'un objet licite et même caractère de société de commerce. Ces deux sociétés jouissent de la personnalité morale et,

1. On appelle, en Allemagne, « sociétés individualistes », les sociétés de personnes ; « sociétés collectivistes », les sociétés de capitaux.

dans l'une comme dans l'autre, les associés voient leur responsabilité limitée à leur mise.

Pourtant, quelques traits distinguent la G. m. b. H. de l'*Alktiengesellschaft* : ses formalités de constitution sont plus simples, son organisation est plus souple, la G. m. b. H. étant dispensée de réunir des assemblées générales, de publier annuellement un bilan, ou de nommer un organe de surveillance.

D'autre part, la loi de 1892 prend certaines mesures destinées à protéger les créanciers de la société et à empêcher que les parts sociales fassent l'objet de spéculations dans les Bourses de valeurs.

La société à responsabilité limitée est un des facteurs les plus importants de la vie économique allemande.

En 1897, on comptait, dans l'Empire, 1.813 applications de ce nouveau mode de groupement, représentant un capital de 629.507.104 marks.

En 1902, on trouve 4.745 sociétés à responsabilité limitée, représentant un capital de 1.777.900.740 marks.

En 1913, 26.790 sociétés à responsabilité limitée existent en Allemagne.

En 1923, malgré l'importante perte de territoire subie, le nombre des sociétés à responsabilité limitée monte à 74.576.

En 1925, leur nombre se réduisit à 67.631.

Cette statistique semble être la dernière parue à ce sujet. Tout porte à croire que, dans ces sept dernières années, le nombre de sociétés à responsabilité limitée a légèrement diminué en Allemagne, le marasme économique et financier étant seul responsable de cette décroissance.

Dans son rapport sur le projet relatif à l'introduction

des sociétés à responsabilité limitée en droit allemand, le député Œchelhaeuser disait : « Il n'y a pas un objet commercial ou social auquel la nouvelle forme de société ne convienne pas. » Ses espérances se sont pleinement réalisées ; les chiffres précités se chargent éloquemment de le prouver. On trouve des représentants de ce type de société dans toutes les branches de l'activité humaine. Ce n'est pas seulement dans le domaine de l'activité économique créatrice ou défensive que la société à responsabilité limitée compte des représentants. Elle a été fréquemment employée aussi en vue d'objets qui n'ont de caractère lucratif ni en eux-mêmes, ni en raison de leur tendance. (Armée du Salut à Berlin, Hôpitaux, Maisons d'éducation, Clubs, Corporations d'étudiants, etc.)

Le législateur allemand a tenté de réaliser avec la G. m. b. H., une heureuse combinaison des principes qui gouvernent les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux ; pourtant, la loi du 29 avril 1892 a donné lieu à de graves abus et, depuis une vingtaine d'années, tout un mouvement d'idées s'est développé, en Allemagne, en vue de la réforme de la société à responsabilité limitée ¹.

FRANCE.

L'idée d'introduire en France un type de société semblable à la G. m. b. H. apparut au début du xx^e siècle. En effet, vers cette époque, le Congrès des présidents de différentes Chambres de commerce demanda au

1. On a surtout demandé la limitation du nombre des associés d'une G. m. b. H. et la prise de certaines mesures destinées à rendre plus difficile la cession des parts sociales.

Gouvernement l'introduction en France d'une nouvelle société, conçue sur le mode de la G. m. b. H. Les pouvoirs publics ne donnèrent aucune suite à cette suggestion, car le monde des affaires et la plupart des auteurs estimaient suffisantes les formes de sociétés alors existantes.

Par le retour à la France de l'Alsace et de la Lorraine, la question d'introduire la société à responsabilité limitée dans les lois commerciales françaises se posa à nouveau. Il existait dans les trois départements recouverts de nombreuses sociétés constituées sous l'empire de la loi allemande du 29 avril 1892 ; le désir — d'une part — d'unifier la législation applicable en Alsace-Lorraine et celle en vigueur en France et, d'autre part, de donner satisfaction aux commerçants et industriels alsaciens-lorrains, qui, en ayant apprécié l'utilité, n'entendaient pas renoncer à une forme si commode de société, obligea le Gouvernement à étudier la question de l'introduction, sur le reste du territoire, des sociétés à responsabilité limitée.

Plusieurs propositions de loi furent déposées sur le bureau de la Chambre des députés. Il faut mentionner celle de MM. Marc Rville et Leredu, du 23 janvier 1919, et celle de MM. Maillard et Bureau, du 23 janvier 1920. Mais ni l'une ni l'autre ne réussirent, car la première ne révéla aucun effort pour adapter la G. m. b. H. à l'ensemble des institutions françaises, et la deuxième imposait aux industriels et commerçants désireux d'adopter la nouvelle forme de société, l'obligation d'abandonner à leurs ouvriers et employés au moins 40 % de leurs bénéfices.

C'est le 16 mars 1920 que le Gouvernement déposa

un projet de loi, devenu la loi du 7 mars 1925. Ce projet, qui est l'œuvre des services du Ministère du Commerce et de l'Industrie, travaillant en collaboration avec le Comité de législation commerciale, siégeant près de ce département ministériel et présidé par M. Lyon-Caen, membre de l'Institut, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Paris, fut renvoyé devant une commission. Pendant les travaux — assez longs — de cette commission, on demanda l'avis de nombreux groupements privés sur le texte présenté par le Gouvernement. On reçut l'opinion de la Fédération des industriels et commerçants français, du Comité central des chambres syndicales et de nombreuses Chambres de commerce. En général, l'avis fut favorable au projet, à l'exception de la réponse de la Chambre de commerce de Lyon. Le vote de ce projet se fit encore attendre de longs mois. Enfin, la loi fut votée et promulguée le 7 mars 1925¹.



Le succès fut immédiat, car en 1925, le greffe du tribunal de commerce de la Seine enregistra 356 sociétés à responsabilité limitée.

En 1926, il existait, dans le département de la Seine, 1.400 sociétés à responsabilité limitée.

Le rapporteur au Sénat de la loi du 7 mars 1925, M. Chapsal, disait : « Il est probable que les transfor-

1. Un avis avait été présenté à la Chambre des députés par M. René Lafarge au nom de la Commission de législation civile et criminelle, qui s'était déclarée favorable, à l'unanimité, au principe de l'introduction, dans le Droit commercial français, des sociétés à responsabilité limitée (30 novembre 1922).

mations seront nombreuses à la suite de la promulgation de la loi de la part de tous ceux qui, en l'absence d'un type de société appropriée à leurs besoins, ont dû se contenter des formes admises par les lois actuellement en vigueur. »

Aujourd'hui, après une expérience d'une huitaine d'années, l'application de la loi du 7 mars 1925 soulève bien quelques objections, prévues d'ailleurs dès le début :

« Quelques esprits chagrins doutent qu'en France les banques, les grosses sociétés, les affaires importantes, consentent à traiter avec la société à responsabilité limitée. On ne voit pas bien les raisons pour lesquelles une pareille abstention se produirait. La société à responsabilité limitée aura toujours comme gage son actif social. Elle aura, en plus, comme gage, la capacité de son ou de ses gérants qui sont nommément indiqués et qui pourront être, par conséquent, connus de ceux appelés à traiter avec la société. Aucune différence, donc, avec la société anonyme, si ce n'est que le gérant reste là, qu'il est connu et que l'on peut apprécier sa valeur qui peut donner plus ou moins de crédit à l'affaire qu'il dirige ¹. »

Pourtant, une partie de la doctrine se montrait hostile à la loi du 7 mars 1925 ; il faut citer notamment un article de M. Jules Valéry, professeur à la Faculté de Droit de Montpellier, dont voici la conclusion :

« Il ressort que la prudence la plus grande s'impose à toute personne amenée à traiter avec une société à responsabilité limitée. Effectivement, alors même que

1. Pottier A., *Les Sociétés à responsabilité limitée*, p. 15, 1926.

1. *Revue des sociétés*, tome 44, 1926, p. 217.

les gérants et les membres d'une société de ce genre font preuve, dans leurs transactions, de loyauté et de bonne foi, si les affaires de la société prennent une tournure fâcheuse, ses créanciers ne pourront faire valoir leurs droits que sur le capital, capital qui, en raison soit de son insuffisance originelle, soit des pertes subies, ne pourra fournir à leurs revendications qu'un dividende peut-être infime.

» Ceci revient à dire qu'une société à responsabilité limitée ne peut jamais jouir que d'un crédit lui-même limité.

» Donc, un commerçant, un banquier, ou un propriétaire avisés ne devront jamais faire des avances importantes à une société rentrant dans cette catégorie qu'à la condition d'obtenir, au préalable, de ses membres ou, tout au moins, de certains d'entre eux, qu'ils se portent garants des engagements sociaux.

» Mais alors, dira-t-on, la situation des associés sera la même que s'ils faisaient partie d'une société en nom collectif ? Assurément, et voilà pourquoi les sociétés à responsabilité limitée partageant le sort de tant d'autres institutions de création récente, loin de produire les effets mirifiques qu'on devrait en attendre au dire de leurs partisans fanatiques, me paraissent exposées à tomber bientôt, lorsqu'elles auront été expérimentées pendant quelque temps, en désuétude.

» Tout au plus rendront-elles des services dans les cas où une société n'a pas grand besoin de crédit. Mais dans tous les autres cas, elles devront être mises au nombre de ces *res pulchrae ab usu remotae*, dont parlait le chancelier Bacon. »

En 1927, les critiques à l'encontre des sociétés à res-

ponsabilité limitée furent poussées plus loin : un député déposa un projet de loi dans lequel, se basant sur « les risques que ces sociétés font courir au commerce honnête », « la perte qu'elles font subir au Trésor », « les manœuvres qu'elles encouragent », il demandait l'abrogation de la loi du 7 mars 1925¹.

Mesure — sans doute — trop sévère, mais qui dénote que le législateur français, pas plus que le législateur allemand, n'a pas encore trouvé la bonne formule.

ANGLETERRE.

En Angleterre, on distingue deux sortes de sociétés : *partner-ships* et *companies*, car, tandis que les premières ne jouissent pas de la personnalité civile, les *companies* constituent des « corporations ».

Pour constituer une *company* — depuis la loi de 1884 (*Companies Act*) — il suffit d'accomplir quelques formalités très simples.

Parmi les *companies*, il faut aussi — depuis peu — distinguer les *public* et les *private companies*. En effet, postérieurement à la promulgation du *Companies Act* de 1862, qui autorisa la constitution des *companies* à risques limités, le nombre de celles-ci s'accrut assez vite, et ces groupements furent constitués non seulement en vue de gérer des entreprises importantes, mais aussi par des petits commerçants dans le seul but d'échapper ainsi à l'obligation indéfinie aux dettes qui pesait sur eux en vertu de la *Common law*. Ces compagnies étaient régies par la même loi, mais, présentant certai-

1. Chambre des députés, 13^e législature, 1927, ann. proc. verb. Séance du 7 avril 1927, n° 4276.

nes particularités, on les désigna sous le nom de compagnies privées (*private companies*), le nom de compagnies publiques (*public companies*), restant aux grandes sociétés enregistrées. Au début, des abus se produisirent qui semblèrent compromettre l'avenir des *private companies*; mais les avantages évidents de cette forme d'association firent disparaître la prévention dont elle avait été l'objet. Cette distinction entre *private* et *public companies* était l'œuvre de la pratique. Peu à peu, elle pénétra partout; le législateur se décida à intervenir, et la reconnut formellement, quoique indirectement, par le *Companies Act* de 1900. En 1907, la *private company* fut spécialement réglementée; en 1908 — par le *Companies consolidation Act* — on donna au droit commercial anglais un véritable Code des sociétés; en 1913, un nouveau *Companies Act* intervint qui traite spécialement de la compagnie privée.

Caractères distinctifs. — La *private company* est basée sur d'autres principes que la G.m.b.H. allemande ou la S. A. R. L. française. Dans ses statuts, elle est obligée de¹ :

1° Restreindre le droit qu'ont les associés de céder leurs actions ;

2° Limiter à cinquante le nombre de ses membres ;

3° Défendre d'adresser au public des invitations à souscrire des actions ou des titres quelconques émis par la compagnie.

Pour compenser ces obligations, la *private company* jouit de nombreux avantages par rapport à la *public*

1. *Companies consolidation, Act.*, 1908, sect. 121.

company; elle n'est pas soumise à l'observation des règles rigoureuses de constitution énoncées dans les *Companies consolidation Act* de 1908, et même au cours de son existence, elle est dispensée de certaines formalités obligatoires pour les *public companies*.

*
**

Au point de vue économique, les résultats obtenus sont tout à fait remarquables. En 1919, sur 75.000 compagnies inscrites, plus de trois quarts, soit 58.000, étaient des compagnies privées.

« Les privilèges exceptionnels dont jouit la compagnie privée suffisent à expliquer ce résultat. Les praticiens anglais ne manquent pas de les mettre en valeur, si bien qu'à l'heure actuelle, personne n'hésite plus à se soumettre à la formalité si simple de l'enregistrement. En permettant aux plus petites entreprises de bénéficier des avantages de l'incorporation, la compagnie privée joue présentement un rôle de premier plan dans l'organisation économique de la Grande-Bretagne ¹. »

D'anciennes *public companies* se sont même transformées en *private companies*.

AUTRICHE.

Le développement prodigieux de la G.m.b.H. en Allemagne a amené la législation autrichienne à adopter cette forme de société. En 1897, la Chambre de commerce d'Eger demandait l'introduction en Autriche du

1. Drouets, *op. cit.*, p. 27.

nouveau type d'association commerciale; le gouvernement ayant provoqué l'avis des autres Chambres de commerce, qui fut favorable, un projet de loi fut déposé à la Chambre des seigneurs en 1904.

Légèrement modifié par une commission présidée par le jurisconsulte Grünhut¹ le projet fut voté et promulgué le 15 mars 1906.

Caractères distinctifs. — Cette loi s'inspire très largement de la loi allemande du 29 avril 1892; elle contient néanmoins un certain nombre d'innovations heureuses. Ses auteurs, mettant à profit l'expérience de la nation voisine, ont surtout renforcé les règles de fonctionnement et rendue plus difficile la transmission des parts sociales.

La Commission d'économie politique de la Chambre des députés autrichienne jugera en ces termes l'introduction de la nouvelle forme d'association : « Tout le monde sait qu'un grand nombre d'entreprises industrielles et commerciales souhaitent ardemment la mise en vigueur de la loi sur les sociétés à responsabilité limitée. Non seulement pour l'industrie et le commerce, mais pour l'agriculture et les petits métiers, la société à responsabilité limitée forme un moyen facile de réunir, pour la lutte économique, des forces disséminées. »

ITALIE.

On peut dire que l'Italie a introduit la première dans son droit commercial une forme de société intermédiaire entre la société de personnes et les sociétés de

1. *Gesetz über G. m. b. H. vom 6.3.1906, Kommentar von Grünhut.*

capitaux : la *società anonima per quote*, réglementée par le Code de commerce italien du 31 octobre 1882.

Pourtant, les dispositions concernant cette forme de société à responsabilité limitée n'ont pas été beaucoup utilisées dans la pratique, car le Code de commerce se borna seulement à permettre la formation de sociétés anonymes sans actions, sans indiquer quelles seraient les règles applicables à leur fonctionnement. La vie commerciale, avec ses exigences si complexes et multiples, s'accommoda mal de ce laconisme, et l'introduction des *società anonima per quote* resta lettre-morte.

Depuis, les auteurs ont beaucoup discuté pour savoir si vraiment la nécessité se faisait sentir d'introduire les sociétés à responsabilité limitée dans le droit commercial italien, ou s'il ne valait pas mieux développer l'idée qui est en germe dans le Code de 1882. Rocco, Scialoja et autres voulaient une société anonyme avec parts, le capital étant divisé en parts d'intérêts difficilement transmissibles, dont les formalités de constitution seraient simples et avec une organisation intérieure sans assemblées générales ni commissaires de surveillance.

Vivante¹, Ascarelli, Navarrini et la majorité des auteurs insistent pour l'introduction en Italie d'un genre de sociétés semblables à la G.m.b.H., car au Trentin et en Vénétie des sociétés de ce genre existent, constituées sous l'empire de la loi autrichienne et sont nombreuses et prospères.

Deux commissions ministérielles — en 1922 et 1925 — ont préparé un projet de réforme du Code de commerce. Les deux furent d'avis que l'introduction en Italie d'une

1. C. Vivante, *Tratato di diritto commerciale*.

società a garanzia limitata, conçue sur le modèle allemand et autrichien, était nécessaire.

SUISSE ¹.

En Suisse, les sociétés à responsabilité limitée n'existent pas, tout au moins en droit. En fait, la pratique distingue deux sortes de sociétés : les sociétés importantes, qui se constituent par voie de souscription publique, et les petites sociétés ayant en vue l'exploitation d'une entreprise familiale. C'est un état de choses semblable à celui de la Grande-Bretagne antérieurement à la promulgation des *Companies Act* de 1907 et 1908.

La pratique se contenta de ce *modus vivendi* dont la légalité ne fut jamais contestée. Mais un fait nouveau attira l'attention sur les sociétés à responsabilité limitée proprement dites : le Conseil fédéral autorisa des G.m. b.H. allemandes, qui avaient établi des succursales — à Bâle notamment — à se faire inscrire au registre du commerce suisse. Voilà donc des sociétés à responsabilité limitée existant en Suisse sans être officiellement reconnues par la législation !

Tout un mouvement d'idées se développa sur la question, certains auteurs soutenant la nécessité d'introduire dans le droit commercial suisse ce genre de sociétés, d'autres, au contraire, affirmant que tant qu'on ne renforcerait pas les dispositions légales ayant trait aux sociétés anonymes, la nécessité de créer une forme plus souple de sociétés ne se ferait pas sentir.

1. Fick, *La question de l'introduction de la société à responsabilité limitée en Suisse*, Zurich, 1916.

En 1911, on commença la revision des titres XXIV et XXXIII du Code fédéral des Obligations, et on s'attaqua à l'aggravation des règles applicables à la société anonyme. Pourtant, la commission chargée de la réforme ne crut pas devoir trancher définitivement la question des sociétés à responsabilité limitée. Elle se borna à reconnaître l'incontestable utilité de cette forme de société, ayant même rédigé un projet de textes destiné à faciliter la tâche du législateur au cas où celui-ci se déciderait à introduire les sociétés à responsabilité limitée en Suisse ; mais elle s'est prononcée contre cette introduction, estimant le moment mal choisi. « En effet », dit-elle, « d'une part, en Allemagne, la loi de 1892 a donné lieu à de nombreuses critiques et, d'autre part, la réglementation actuelle de la société anonyme suffit aux besoins de la pratique. »

—

POLOGNE.

En Pologne, les corps législatifs et une commission de codification travaillent actuellement à l'élaboration d'une loi unique sur les sociétés à responsabilité limitée, applicable sur toute l'étendue du territoire de la République.

En effet, le régime polonais concernant ce genre de sociétés actuellement en vigueur n'est pas uniforme ; trois lois se partagent le territoire polonais, chacune régnant sur la partie du pays qui avant la guerre appartenait à une autre puissance : la loi allemande du 29 avril 1892 pour la Posnanie, la loi autrichienne du 6 mars 1906 pour les régions dépendant précédemment de l'Empire d'Autriche-Hongrie et le décret polonais du 8 février

1919, complété par le décret du 7 février 1919 sur le registre de commerce et modifié par la loi du 13 novembre 1923, pour les territoires qui faisaient partie de l'empire russe (Varsovie, Est de la Pologne).

Caractères distinctifs. — La formation de la société doit être constatée par acte authentique ; on considère qu'elle est régulièrement constituée du jour de son immatriculation au registre du commerce ; son capital — qui peut être constitué par des apports en nature ou en numéraire — ne peut être inférieur à 2.000 zloti, chaque part sociale devant être d'un montant minimum de 20 zloti. Les parts sociales correspondant à des apports en nature doivent être intégralement libérées avant la constitution de la société ; les parts de numéraire doivent être libérées du quart au moins, avant l'immatriculation de la société au registre du commerce. Le décret du 8 février 1919, dans son article 7, oblige les coassociés d'un associé défaillant à effectuer aux lieu et place de ce dernier, et proportionnellement au nombre de parts que chacun possède, les versements dus.

Quant à la cession d'une part sociale, les statuts peuvent poser certaines conditions restrictives, et même s'y opposer. Nonobstant cette opposition, l'associé qui désire céder sa part peut s'adresser au juge du registre du commerce qui — dans le cas où existent des raisons graves — fixe un délai pendant lequel la société a le droit de présenter un acquéreur, faute de quoi la cession par acte authentique sera possible.

La gestion de la société est confiée à deux rouages : les gérants et l'assemblée des associés. Les gérants ont des pouvoirs très étendus pour agir au nom de la société,

et les statuts ne peuvent y apporter aucune limitation ; ils doivent présenter tous les ans à l'assemblée générale un bilan et un rapport sur les opérations de la société. Certains bilans doivent être publiés : ceux des sociétés dont le capital dépasse 20.000 zloti, sociétés de transports, garde-meubles, banque et assurances.

Dans ses grandes lignes, le décret a certainement subi l'influence du droit germanique.

RUSSIE.

La Russie impériale ne connaissait pas la société à responsabilité limitée. Le régime soviétique prévoit et réglemente, dans le dixième chapitre du Code civil ¹ — car la Russie n'a pas de Code commercial — plusieurs formes de sociétés dont la société à responsabilité limitée (art. 318 à 321, sect. IV, ch. X). La loi soviétique laisse une grande liberté à la gestion et au fonctionnement de la société à responsabilité limitée qui, dit-elle, sont réglés par ses statuts.

D'autre part, une société à responsabilité limitée ne peut être constituée qu'en vue d'exploiter une industrie ou un commerce rentrant dans les branches de l'économie populaire spécialement prévue par la loi, et les associés sont aussi responsables sur leurs biens personnels, « pour un multiple, égal pour tous les associés, du montant de l'apport de chacun d'eux » ; par exemple : le triple, le décuple.

Ainsi qu'on le voit, on est en présence d'une forme assez curieuse de société à responsabilité limitée.

1. Patouillet, *Les Codes russes*, 1925.

TCHÉCOSLOVAQUIE ¹.

La République tchécoslovaque, créée après la guerre mondiale, a rendu applicable la loi autrichienne du 6 mars 1906 par une loi du 15 avril 1920. Cette loi a été complétée par plusieurs ordonnances, notamment le 20 avril 1920 (formalités d'immatriculation au registre du commerce), 27 juillet 1920 (nécessité d'une autorisation préalable au Ministère de l'Intérieur pour la constitution des G.m.b.H., augmentation du capital et création des filiales à l'intérieur du pays), etc.

Le PORTUGAL connaît la société à responsabilité limitée par une loi du 11 avril 1901.

En HONGRIE, un projet de réforme du Code de commerce comportant l'institution de la société à responsabilité limitée a été élaboré par le professeur E. Kuncz, de Budapest.

En BULGARIE, les sociétés à responsabilité limitée ont été introduites par la loi du 8 mai 1924.

ETATS-UNIS.

La législation des Etats-Unis d'Amérique sur les sociétés à responsabilité limitée est régie par les mêmes principes que la législation britannique : elle consacre une distinction entre la compagnie privée et la compagnie publique.

1. *Sammlung der Gesetze und Verordnungen des cecoslowackischen Staates*, 1920.

LIVRE II

La société à responsabilité limitée dans le projet roumain de Code de commerce

TITRE PREMIER

Conditions de fond et de forme de la Constitution

CHAPITRE PREMIER

GENERALITES

L'article 1491 du Code civil roumain, qui n'est que la traduction de l'article 1832 du Code civil français, déclare que : « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter. »

Le projet de Code de commerce roumain ne définit pas la société à responsabilité limitée. A l'article 119, alinéa 5, il dit simplement qu'il peut y avoir plusieurs sortes de sociétés commerciales, parmi lesquelles « la société à responsabilité limitée, dont les obligations sont garanties par le patrimoine social, et chaque associé n'est responsable que sur sa part, le capital ne pouvant être partagé en action ».

La loi française du 7 mars 1925 ne définit pas, non plus, cette nouvelle forme d'association. La meilleure définition d'une société à responsabilité limitée semble être celle de M. Drouets¹ ; c'est, dit cet auteur : « Une société commerciale composée exclusivement d'associés tenus jusqu'à concurrence de leur apport, dans laquelle les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables et ne sont cessibles que sous certaines conditions impérativement fixées par la loi et qui, enfin, peut exister sous une raison sociale. »

L'analyse de cette définition permet de dégager les caractères distinctifs suivants :

PREMIER CARACTÈRE DISTINCTIF. — *La responsabilité limitée de tous les associés.* Principe récent qui fait échec à l'article 1718 du Code civil roumain (2092 C. civ. franç.) d'après lequel : « Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir. »

Jusqu'à l'introduction de la société à responsabilité limitée, le droit commercial ne connaissait que trois sortes de responsabilité limitée :

Celle du commanditaire d'une société en commandite, responsable pour le montant de sa commandite seulement ; celle du propriétaire d'un navire, qui a le droit de s'affranchir de toutes les obligations qui pèsent sur lui du fait des contrats passés par le capitaine et des délits et quasi-délits commis par ce dernier, en faisant abandon aux créanciers du navire et du fret ; enfin celle de l'actionnaire d'une société anonyme.

1. G. Drouets, *op. cit.*, p. 46.

Si un propriétaire de navire et un capitaliste voient, dans ce cas, leur responsabilité limitée, c'est parce que leur personnalité est demeurée cachée derrière celle du commandité, ou derrière celle du capitaine du navire et, pour l'actionnaire d'une société anonyme, parce que, entre lui et les tiers, s'interpose la société, personne morale.

« Nous sommes accoutumés à considérer le déploiement d'une activité de premier plan dans l'exploitation d'une entreprise propre comme inséparable d'une responsabilité illimitée ¹. »

C'est précisément en cela que consiste l'innovation réalisée par la loi qui a institué la société à responsabilité limitée ; les associés, tout en conduisant eux-mêmes leur affaire, ont limité à une certaine somme leurs obligations, les créanciers sociaux ayant pour gage unique l'actif social, tout comme dans une société anonyme.

DEUXIÈME CARACTÈRE DISTINCTIF. — *Non-négociabilité des parts sociales et restrictions apportées par le projet à la cessibilité des droits sociaux.* — Dans une société à responsabilité limitée, la personnalité des contractants joue un rôle prépondérant ; il ne faut donc pas qu'un associé puisse librement vendre sa part sociale à un tiers sans le consentement de ses coassociés. Il serait même dangereux d'admettre que, dans ces sociétés, la transmission des parts sociales pût avoir lieu selon les modes rapides du droit commercial, comme dans les sociétés anonymes.

Dans le projet roumain d'introduction des sociétés à

1. Hatt, *op. cit.*

responsabilité limitée, ce mode de cession est réglementé d'une façon assez complète et différente du droit français. On examinera en détail la possibilité de céder une part sociale dans le deuxième chapitre de ce titre, section III, paragraphe D : La part sociale.

TROISIÈME CARACTÈRE DISTINCTIF. — *Raison sociale.* — D'après l'article 32 du projet de Code de commerce roumain : « La raison sociale d'une société à responsabilité limitée se compose d'une dénomination qui montrera l'objet de l'entreprise, ou des noms et prénoms d'un des associés.

» On a le droit de garder la raison sociale d'une entreprise transmise à la société.

» Dans tous les cas, la raison sociale de la société comprendra la mention écrite en entier : société à responsabilité limitée. »

Les associés ont donc le droit ou bien de qualifier la société par la désignation de l'objet de l'entreprise ou de prendre une raison sociale formée des nom et prénoms d'un des associés. Pourquoi n'exige-t-on que le nom d'un des associés seulement ? Cette disposition ne se justifie aucunement, car il est préférable, pour le crédit de la société, de faire connaître les noms, sinon de la totalité des associés, du moins de ceux qui jouissent d'une réputation de compétence et de sincérité. Il est à espérer qu'une telle disposition disparaîtra de la loi. La formule de l'article 11 de la loi du 7 mars 1925 nous paraît, à ce point de vue, plus juste : « ...soit désignée sous une raison sociale comprenant le nom d'un ou de plusieurs associés. »

Du fait que, seul, le nom d'un associé peut entrer dans

la composition de la raison sociale, on doit déduire que le nom de l'associé qui a cessé de faire partie de la société doit être supprimé de la raison sociale.

De la dénomination commerciale. — A s'en tenir au texte de l'article 32 du projet, on devrait décider que, lorsque les associés font choix d'une dénomination, celle-ci ne pourrait être tirée que de l'objet de l'entreprise. On incline à croire — et la même opinion est généralement admise par la doctrine française, car les deux cas se présentent de la même manière ¹ — que tous les modes de désignation permis aux sociétés anonymes peuvent être adoptés par les sociétés à responsabilité limitée. On peut donc choisir l'enseigne en utilisant le lieu de l'entreprise ou n'importe quelle autre dénomination de pure fantaisie, pourvu que, dans tous les cas, la société ne choisisse pas un nom qui serait déjà employé par une autre société exerçant un commerce similaire.

On peut, d'après l'article 32 du projet, transmettre après la dissolution de la société, aux acquéreurs successifs de cet établissement, non seulement la dénomination qui est attachée à l'établissement industriel ou commercial, mais même la raison sociale.

Examen critique de l'article 32. — Etant donnée la responsabilité limitée de la société, la latitude qui appartient aux associés de mettre le nom de l'un des leurs dans la raison commerciale n'apparaît pas sans danger. Il est vrai que la société à responsabilité limitée est une combinaison de sociétés de capitaux et de sociétés de per-

1. G. Drouets, *op. cit.*, n° 54 ; Pottier, *op. cit.*, n° 12 ; Lepargneur, *op. cit.*, n° 11 ; Gain, *op. cit.*, n° 10 ; Defrénois, *op. cit.*, n° 32.

sonnes; mais le nom d'un des associés sur la raison sociale peut créer certains doutes dans l'esprit de ceux qui vont traiter avec la société. Ce danger est — dans une certaine mesure — écarté par la disposition qui oblige la société à faire figurer en toutes lettres sur tous les papiers de commerce, l'indication de la nature de la société et le montant de son capital.

Caractère mixte de la société à responsabilité limitée.

— La doctrine est partagée au sujet du caractère de la société à responsabilité limitée. Certains auteurs la rangent parmi les sociétés de personnes¹; d'autres parmi les sociétés de capitaux²; il est préférable d'admettre, avec la majorité des auteurs, qu'elle constitue un type intermédiaire entre ces deux formes de sociétés³. En effet, par la responsabilité limitée des associés, elle se différencie nettement des sociétés de personnes (sociétés en nom collectif, sociétés en commandite); par l'interdiction d'émettre des actions, et par la limitation du nombre des associés qui — d'après l'article 153 du projet — ne doit dépasser 20, elle se distingue de la société anonyme.

D'ailleurs, un examen approfondi des articles tendant à introduire les sociétés à responsabilité limitée dans le droit roumain, permet d'affirmer que le Conseil législatif roumain, ayant en vue le caractère de sociétés de famille qu'il considère d'une importance capitale pour la constitution d'une société à responsabilité limitée, apparente cette institution plutôt aux sociétés de per-

1. Auger et Michel, *Traité et formulaire des sociétés à responsabilité limitée*, 1926, 2^e éd., 71, II, n° 15; Piot, *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée*, 1926, n° 3.

2. Lyon-Caen, J. Copper-Royer.

3. Gain, Defrénois, Drouets, Thaller et Percerou, Lepargneur.

sonnes — dans lesquelles l'*intuitus personae* joue un rôle essentiel — qu'aux sociétés de capitaux.

Commercialité. — Le projet ne dit pas, d'une manière expresse, qu'on peut constituer une société à responsabilité limitée pour un objet quelconque; toutefois, d'après l'article 118 du projet : « Les sociétés qui ont pour objet une ou plusieurs opérations commerciales... sont soumises aux lois commerciales », et l'article 119, 5^e alinéa, énumère parmi les sociétés commerciales les sociétés à responsabilité limitée; on peut donc affirmer qu'à l'instar du droit français, une société à responsabilité limitée peut être constituée pour un objet quelconque, étant toujours commerciale. Pourtant, en droit français, le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi du 7 mars 1925 ajoute : « Toutefois, les sociétés d'assurances, de capitalisation et d'épargne ne peuvent adopter cette forme. »

Du fait de la commercialité d'une société à responsabilité limitée, on doit donc déduire :

1° Qu'elle est astreinte à la tenue des livres imposée aux commerçants et qu'elle doit être inscrite au registre du commerce; 2° Quelle est justiciable du tribunal de commerce; 3° Qu'elle peut demander le concordat préventif, ou être déclarée en faillite.

Les associés, par le fait d'avoir limité leur contribution aux dettes, ne doivent pas être considérés comme commerçants. La faillite de la société n'entraîne donc pas la faillite personnelle de ses membres.

Personnalité morale. — L'article 118 du projet ajoute *in fine* : « Les sociétés commerciales légalement constituées sont des personnes juridiques. »

Les conséquences qui découlent de ce caractère sont nombreuses; parmi les plus importantes on peut citer le droit de préférence des créanciers sociaux sur l'actif social, à l'encontre des créanciers personnels des associés.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE FOND

Pour être régulièrement constituée, la société à responsabilité limitée doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° Etant un contrat, elle doit réunir tous les éléments requis pour la validité des contrats en général : la capacité des contractants, le consentement non vicié des parties, un objet certain et une cause licite.

2° Ce contrat doit se conformer aux règles édictées par l'article 1491 du Code civil roumain (1832 français).

3° Il faut encore que la société se soumette à certaines règles particulières du projet. Ces conditions ont trait : au nombre des associés (art. 153) ; au montant du capital social et au taux des parts sociales (art. 153) ; à certaines conditions relatives au capital social (art. 151) ; à l'obligation de constituer la société par acte authentique ou par déclaration devant le juge du registre du commerce, et de demander au tribunal l'autorisation de fonctionnement (art. 151).

SECTION I. — CONDITIONS DE VALIDITÉ COMMUNES A TOUS LES CONTRATS.

Les conditions de validité communes à tous les contrats sont énumérées par l'article 948 du Code civil rou-

Résultats.

Nous avons bien entendu éliminé les images qui nous semblaient anormales.

1° Celles où il y avait un reflux urétéro-vésical prouvant la fuite du liquide opaque dans la vessie et par conséquent l'absence de dilatation complète de l'uretère.

2° Celles où l'uretère semble normal et où le bassinet se dilate. C'est surtout dans ces cas que l'on peut constater l'existence d'un collet ou mieux d'un rétrécissement de l'uretère supérieur.

3° les uretères franchement anormaux :

— par la direction ;

— par le calibre et particulièrement les rétrécissements de l'uretère pelvien, si fréquents dans la collection du pavillon Albarran.

II — Critiques de la méthode

L'urétéro pyélographie est rétrograde, donc à contre-courant et on lui a reproché de forcer l'uretère.

On peut radiographier, a-t-on dit, des déformations qui peuvent être passagères et confondre un spasme d'un uretère irrité par l'injection avec un rétrécissement pathologique ou non.

Que répondre à ces critiques ?

L'injection à contre-courant est évidemment anti-physiologique. Mais c'est un mode d'exploration analogue au lavement baryté qui a donné aux anatomistes

profession commerciale, et suivant la théorie que les sociétés constituent des personnes juridiques parfaitement distinctes de celle des associés, le projet a prévu que l'associé à responsabilité illimitée n'est pas commerçant¹. »

Est-ce que l'associé d'une société à responsabilité limitée est alors commerçant, bien qu'il ne soit pas responsable des dettes de la société au delà de sa mise et qu'il ne puisse être déclaré en faillite ? La situation est sensiblement la même que celle des commanditaires dans une société en commandite, ou des actionnaires, même administrateurs, dans une société anonyme. Les associés qui constituent une société à responsabilité limitée font un emploi de capitaux qui présente tous les caractères d'un acte d'administration. Il en est de même pour les souscripteurs des sociétés par actions, pour lesquelles cette solution est unanimement admise ; or, l'analogie est grande entre ces deux sortes d'opérations. On ne peut pas dire que l'adhésion à une société à responsabilité limitée est un acte de commerce isolé, car alors l'interdiction de faire le commerce qui frappe certaines personnes (militaires, magistrats, avocats, etc...) empêchera ces personnes de faire partie d'une société à responsabilité limitée, ce qui ne sera pas de nature à faciliter l'adoption de cette forme de société par les groupements de famille auxquels elle est précisément destinée. Bien entendu, ces personnes pourront adhérer à une société à responsabilité limitée en tant qu'associés, sans pouvoir être désignés comme administrateurs.

On est amené à conclure que toute personne peut

1. J. G. Cohen, *op. cit.*, p. 23.

entrer dans une société à responsabilité limitée dès l'instant où elle a le pouvoir de faire seule des actes d'administration. Cette solution est d'ailleurs admise en droit français par un grand nombre d'auteurs¹.

Applications diverses. — Mineur. — Le mineur non émancipé n'est pas capable d'intervenir personnellement à la formation d'une société à responsabilité limitée; mais son tuteur peut souscrire des parts sociales pour son compte, si cette souscription est faite avec les revenus du pupille; si elle est faite avec des capitaux, l'accomplissement de certaines formalités est nécessaire, (autorisation du conseil de famille, etc.)

Interdit. — La situation de l'interdit est la même que celle du mineur non émancipé; il ne peut pas intervenir personnellement, mais son tuteur pourra le faire dans les mêmes formes que celui du mineur.

Mineur émancipé. — Le mineur émancipé pouvant faire seul tous les actes d'administration, pourra donc intervenir à la constitution d'une société à responsabilité limitée, s'il le fait avec ses revenus. S'il utilise ses capitaux, l'assistance de son curateur est indispensable.

Le père, administrateur légal des biens de ses enfants mineurs non émancipés, peut librement souscrire pour le compte de ses enfants des parts sociales dans une société à responsabilité limitée.

Femme mariée. — D'après la nouvelle loi de 1932, qui a donné pleine capacité à la femme mariée roumaine, elle peut, sans aucune autorisation, s'associer en vue de constituer une société à responsabilité limitée.

1. G. Drouets, *op. cit.*, p. 69 ; Lepargneur, *op. cit.*, p. 20.

On a dit plus haut que le fait de souscrire une part dans une société à responsabilité limitée ne constitue qu'un placement de fonds ayant tous les caractères d'un acte d'administration; mais il y a bien certains cas où certains tempéraments doivent être apportés à cette règle, car la souscription d'une part sociale peut donner naissance à de lourdes obligations à la charge du souscripteur.

Il s'agit, en premier lieu, du cas de nullité de la société pour non accomplissement de certaines formalités imposées : les associés perdent le bénéfice de la responsabilité limitée. Ou bien, la fonction d'administrateur, dont la responsabilité personnelle peut être parfois mise en jeu.

Il faut — bien entendu — que dans ces cas le souscripteur justifie non seulement de la capacité d'accomplir seul des actes d'administration, mais encore de la capacité de s'obliger.

Successibles. — Une société à responsabilité limitée peut être constituée entre une personne et ceux qui seront appelés à sa succession; comme la société à responsabilité limitée est le type idéal de la société de famille, cette hypothèse se réalisera fréquemment dans la pratique. Le projet roumain obligeant les associés à constituer la société à responsabilité limitée toujours par acte authentique et sous le contrôle de l'autorité judiciaire, les fraudes seront rendues plus difficiles.

Sociétés. — Les sociétés jouissant de la personnalité morale peuvent devenir membres d'une société à responsabilité limitée.

Etrangers. — Aucune restriction n'est imposée par le projet aux étrangers qui, non seulement peuvent souscrire une part sociale, mais peuvent aussi être désignés comme administrateurs.

C. D. *Objet et cause.* — Conformément aux principes généraux du droit, une société à responsabilité limitée peut se constituer pour n'importe quel objet, pourvu qu'il soit licite.

En France, l'article 2 de la loi du 7 mars 1925 interdit aux sociétés d'assurance, de capitalisation et d'épargne d'adopter cette forme de société.

En Angleterre, Allemagne et Pologne, les banques et les sociétés à responsabilité limitée appelées à garder les dépôts du public sont soumises à une réglementation spéciale (publication du bilan, etc.).

Les entreprises qui se livrent à ces opérations doivent offrir des garanties spéciales de solvabilité, car leur clientèle est particulièrement intéressante et doit compter sur toute la sollicitude du législateur. Pourtant, les formes plutôt rigides et étudiées en vue de donner toutes les garanties aux tiers appelés à traiter avec une société à responsabilité limitée, dans lesquelles l'introduction de cette forme de société a été prévue en droit roumain, ne paraissent pas exiger la même interdiction. La société anonyme aussi n'offre à ses créanciers, comme gage unique, que le capital.

Les sociétés dont l'objet serait contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs doivent être déclarées nulles.

SECTION II. — CONDITIONS DE VALIDITÉ COMMUNES
A TOUTES LES SOCIÉTÉS.

Les conditions de validité communes à toutes les sociétés ont trait : aux apports que les associés doivent faire à la société, à la réalisation des bénéfices et à la participation aux bénéfices et aux pertes.

A. *Des apports.* — Chaque associé doit faire un apport à la société. Ces apports ne doivent pas, nécessairement, être en numéraire; on peut contribuer à la constitution d'une société à responsabilité limitée avec des apports en nature, à l'exception des créances et prestations de travail (art. 151).

On étudiera les apports en nature, avec l'expertise instituée par le tribunal pour leur juste évaluation, à propos de l'autorisation de fonctionnement.

On indiquera seulement quelques règles spéciales dominant la matière des apports en général. Le premier principe applicable est que tous les apports deviennent la propriété de la société. Le projet ne défend pas les stipulations expresses qui peuvent être prévues dans l'acte de constitution. Ceci est en concordance avec la théorie de la personne juridique, d'après laquelle la société doit posséder un patrimoine défini et incontesté, bien distinct de celui des associés.

Comme conséquence du principe de la séparation des patrimoines, l'associé qui est en retard pour le paiement de sa mise sociale est responsable des dommages causés par son retard, étant obligé, s'il s'agit d'un apport en numéraire, de payer les intérêts légaux à compter du jour auquel il devait faire le versement.

B. Réalisation de bénéfices. — Si une société à responsabilité limitée peut être constituée pour un objet quelconque, encore faut-il qu'elle obéisse aux dispositions de l'article 1491 du Code civil roumain (1832 français), c'est-à-dire qu'elle soit une société ayant pour but de réaliser des bénéfices en argent, à répartir entre ses membres. Le projet ne le dit pas d'une manière expresse; pourtant il serait intéressant de savoir si — comme cela se passe en Allemagne — le Conseil législatif roumain a entendu permettre aux groupements sans but lucratif d'adopter cette forme de société. En France, il y a bien eu un projet de la Société d'études législatives qui autorisait les groupements à but désintéressé à se constituer sous forme de société à responsabilité limitée, n'ayant pas pour autant le caractère commercial, mais cette proposition échoua.

C. Participation aux bénéfices et aux pertes. — Comme toute société, la société à responsabilité limitée a pour but essentiel la répartition entre les associés des bénéfices résultant des opérations sociales et, éventuellement, des pertes qui pourraient être subies. Le projet ne formulant aucune règle spéciale concernant les bases d'après lesquelles doit s'opérer cette répartition, il appartient aux associés de déterminer celle-ci dans les statuts. Ils disposent à cet égard de la liberté la plus absolue, à la seule condition de ne pas attribuer à un seul d'entre eux la totalité des bénéfices (C. civ. roumain, art. 1513 ; 1855 français), ou d'affranchir l'un d'entre eux de toute contribution aux pertes. Sous ces réserves les statuts peuvent décider, soit que les bénéfices et les pertes se partageront entre les associés proportionnellement au

nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux, soit que cette répartition aura lieu également entre tous les associés, en dépit de la valeur inégale des apports. On doit admettre, enfin, qu'au cas, évidemment exceptionnel, où les statuts ne contiendraient aucune stipulation sur ce point, la part de chacun d'eux sera proportionnelle à l'importance de sa mise (C. civ. roumain, art. 1511; français 1853).

Toujours dans le but de protéger le crédit public et les intérêts des tiers, le principe a été adopté d'après lequel les dividendes ne peuvent être prélevés que sur les bénéfices réels. Les associés ayant reçu des dividendes contrairement à cette disposition, sont obligés de les restituer, exception faite pour l'hypothèse dans laquelle l'associé a touché de bonne foi les dividendes conformes à des bilans approuvés d'où résulteraient les bénéfices en question. Les dividendes seront naturellement calculés et payés proportionnellement à l'apport de chaque associé, sauf stipulation différente (art. 162) ¹.

Il est bien entendu que le contrat de société ne produira tous ses effets que si les associés ont vraiment l'intention de former entre eux une société à responsabilité limitée (*affectatio societatis*).

D. *Autorisation de fonctionnement.* — Le projet de Code de commerce roumain introduit une innovation dans le droit des sociétés : les sociétés commerciales seront obligées de demander au tribunal une autorisation de fonctionnement.

En France, entre 1807 et 1867 ce système a fonctionné

1. Voir titre II, ch. V, section VII.

pour les sociétés anonymes seulement. Mais il s'agissait alors d'une autorisation gouvernementale dont l'exigence est aujourd'hui abandonnée dans la presque totalité des pays qui avaient adopté le même système, car « il entraînait pour les sociétés les plus sérieuses des lenteurs extrêmes : examens successifs des statuts par les bureaux, par une commission consultative du Ministère du Commerce, par le Conseil d'Etat ¹ ».

Le système était injuste et abusif, car « l'administration exerçait un pouvoir discrétionnaire, partant arbitraire. Elle se déterminait d'après les chances de succès de la société, ce qui entre mal dans ses fonctions ² ».

Certains pays soumettent, aujourd'hui encore, les sociétés à des demandes d'autorisation préalable; ce sont : la Hollande, la Russie, la Grèce, l'Autriche (système atténué depuis 1899), etc.

Le Conseil législatif roumain a envisagé et résolu le problème de toute autre manière. Dans le but d'assurer le contrôle des sociétés commerciales, il a créé un office auprès de chaque tribunal avec des juges spéciaux dont la mission et la compétence consistent notamment à autoriser le fonctionnement des différentes sociétés et à s'assurer si elles ont accompli les formalités prescrites par la loi.

Voici les articles 139, 140, 141 et 145 applicables aux sociétés à responsabilité limitée et qui réglementent la question :

ART. 139. — L'acte constitutif et les statuts de la société après authentification et avec tous les documents doivent être déposés par les soins et sous la responsabilité

1-2. Thaller et Percerou, 7^e éd. 1925, p. 334.

des fondateurs dans un délai de quinze jours de leur authentification au greffe du tribunal dans la juridiction duquel est établi le siège de la société, en même temps que la demande d'autorisation de fonctionnement de la société.

On déposera également l'acte attestant les versements des souscriptions en numéraire et les actes relatifs à la propriété des apports autres qu'en numéraire.

ART. 140. — Le tribunal, recevant la demande pour autorisation de fonctionnement de la société fixera par sa décision un délai de comparution, le juge de l'office devant être entendu; il demandera également l'avis de la Chambre de commerce et de l'industrie sur l'utilité de l'entreprise, la moralité des fondateurs et administrateurs.

La décision sera publiée au *Journal officiel* et les intéressés pourront faire opposition contre la constitution de la société jusqu'au jour du jugement. L'opposition sera jugée en même temps que la demande d'autorisation, par une seule et même décision. S'il y a des apports autres qu'en numéraire, le tribunal, par sa décision, ordonnera une expertise pour leur évaluation. Le rapport d'expertise examinera l'exactitude des éléments produits par les fondateurs et l'évaluation des apports. Après l'accomplissement de ces formalités et après audition du juge de l'office, le tribunal ayant vérifié à fond l'accomplissement des conditions demandées pour la constitution de la société, pourra donner l'autorisation de fonctionnement.

ART. 141. — Contre la décision du tribunal, on peut interjeter appel dans un délai de quinze jours à dater

du jour où cette décision a été rendue. La décision devenue définitive sera déposée à l'office du registre du commerce pour y être inscrite et publiée au *Journal officiel*.

Du jour de la publication au *Journal officiel*, la société est légalement constituée.

ART. 145. — La société à responsabilité limitée qui n'est pas constituée par acte authentique est inexistante. Si quinze jours se sont écoulés depuis la date de l'acte sans que les fondateurs aient fait la demande pour obtenir l'autorisation de fonctionnement de la société, ou n'ont pas demandé l'inscription ou la publication au *Journal officiel*, chaque associé peut demander dans un nouveau délai de quinze jours après l'expiration du délai précité, l'accomplissement de ces formalités.

Des deux demandes que peut faire l'associé, on donnera la préférence à celle qui a été introduite la première et si elles ont été simultanément déposées, la préférence sera donnée à la demande d'accomplissement des formalités de constitution.

*
**

Le système présente une certaine analogie avec le droit allemand où le fait précis qui donne la vie à la G.m.b.H. est son inscription au registre du commerce ; or, le juge du registre n'accorde l'inscription qu'après vérification, tout au moins au point de vue de la forme, de l'observation des prescriptions légales, relatives à la constitution de la société. L'autorisation de fonctionnement se résume donc plutôt dans un droit de contrôle exercé par le tribunal sur l'accomplissement régulier des formalités de constitution et sur l'exactitude de la valeur

des apports autres que les apports en numéraire. Telle est la raison pour laquelle le projet — à la différence de la loi française sur les sociétés à responsabilité limitée — est si laconique sur la question de nullité des sociétés. Une société qui n'est pas constituée en conformité de cette réglementation est inexistante; pour avoir une existence légale, elle doit se conformer aux prescriptions énoncées précédemment; si le tribunal a exercé son plein contrôle, il a donc rendu un acte de juridiction gracieuse; il serait extraordinaire qu'un cas de nullité ait pu se glisser dans l'acte constitutif. Tout ce qu'on peut reprocher à cette innovation, ce sont les lenteurs qu'elle entraînera fatalement pour les constitutions de sociétés. Elle a été déterminée par le souci constant — et qui, souvent, ne peut être résolu qu'au détriment des associés — de donner le plus de garanties possibles aux tiers. C'est l'Etat — par sa justice — qui permet la création d'une nouvelle société. Il exerce son droit de regard non seulement sur l'aspect matériel de la question, mais aussi sur l'aspect abstrait ou moral (utilité de la société, moralité des fondateurs et associés).

Le système de l'autorisation de fonctionnement entraînera-t-il un ralentissement de la vie économique et commerciale roumaine future ? Il serait pour le moins prématuré de formuler un jugement à cet égard, car les résultats d'une institution dépendent de la manière dont elle est appliquée. Il ne faut pas que le délai de comparution prévu par l'article 140 soit fixé dans des limites trop larges, il ne faut pas non plus que l'expertise dure de longs mois, et — surtout — il ne faut pas que toutes ces formalités soient trop coûteuses.

C'est à ces seules conditions que l'institution pourra porter ses fruits.

E. *Nationalité des sociétés.* — Le projet s'est occupé aussi de la question relative à la nationalité des sociétés commerciales, problème qui, après la guerre, a changé d'aspect. La nationalité des sociétés commerciales a été souvent confondue avec la nationalisation. Les éléments qui, avant la guerre, déterminaient la nationalité d'une société, ne pouvaient pas rester les mêmes en Roumanie à cause des bouleversements provoqués par l'effet de la guerre dans le domaine économique et politique. En premier lieu, il fallait distinguer la notion de la nationalisation d'une société de celle de la nationalité. La nationalisation d'une société est le résultat des mesures prises par l'Etat pour attribuer à certaines catégories d'entreprises le caractère des sociétés nationales. C'est une dénomination plus juste pour les sociétés qui ont un objet purement national, c'est-à-dire dans lesquelles le caractère national est déterminé par l'objet et le but de la société commerciale. Donc, si l'objet et le but de la société intéressent directement la richesse et l'économie nationales, on se trouve en présence d'une société nationale.

Quant à la nationalité des sociétés, elle est déterminée par les lois qui régissent la société quant à sa constitution, à son existence et à sa dissolution, lois qui doivent s'appliquer, en cas de conflit, dans les rapports internationaux.

Le projet ayant accordé la personnalité juridique aux sociétés commerciales, la nationalité de ces sociétés ne peut plus être contestée. La difficulté apparaît seule-

ment lorsqu'il s'agit de sociétés constituées à l'étranger, mais ayant le centre de leur activité en Roumanie, et dont il faudrait établir la nationalité par rapport au droit d'acquérir en Roumanie des immeubles ruraux ou un bien national soumis à une loi spéciale.

Pour écarter toutes les controverses, le projet élargit l'idée de liberté pour ces sociétés, en établissant le principe que les sociétés constituées dans le pays conformément aux lois roumaines, ayant leur siège principal dans le pays, sont des sociétés nationales, même si leur centre d'activité se trouve à l'étranger. Mais si des sociétés constituées à l'étranger ont leur centre d'activité et leur siège dans le pays, elles ne seront reconnues qu'en se constituant en Roumanie, conformément aux lois roumaines. Tout cela se rapporte au droit de fonctionner dans le pays, car autrement les sociétés commerciales étrangères peuvent établir en Roumanie une succursale ou une représentation, sous condition de réciprocité. Dans ce but, elles doivent déposer et faire inscrire sur le registre du commerce de la localité où se trouve leur succursale ou leur représentation, l'acte constitutif, les statuts, le bilan et publier les noms de leurs administrateurs et de leurs représentants, ces personnes étant responsables envers les tiers exactement comme dans les sociétés nationales.

Les personnes qui feront toutes opérations au nom et pour le compte des sociétés étrangères sans avoir accompli les formalités et les conditions ci-dessus indiquées, se rendront coupables du délit d'abus de confiance et seront aussi responsables des dommages résultant de cet abus.

SECTION III. — CONDITIONS DE VALIDITÉ
PROPRES AUX SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Pour la constitution d'une société à responsabilité limitée, on doit obéir non seulement aux conditions de validité communes à tous les contrats en général, et à toutes les sociétés en particulier, mais aussi aux dispositions spéciales des articles du projet :

- 1° Constitution par acte authentique ;
- 2° Nombre des associés ;
- 3° Montant du capital social et taux des parts sociales ;
- 4° Certaines conditions relatives au capital social.

1° CONSTITUTION PAR ACTE AUTHENTIQUE. — Cette question sera étudiée au chapitre III, consacré aux « Conditions de forme ».

2° NOMBRE DES ASSOCIÉS. — A la différence de l'article 5 de la loi française du 7 mars 1925, qui ne limite pas le nombre des associés, l'article 153 du projet dispose : « Dans les sociétés à responsabilité limitée le nombre des associés ne peut dépasser vingt. » Il faut, bien entendu, et malgré le silence du projet, qu'il y ait au moins deux associés, car on ne peut concevoir un contrat sans le concours de deux volontés, et au plus vingt. La société sera donc dissoute si, pendant sa durée, l'un des associés devient propriétaire de la totalité des parts sociales (art. 311).

Cette limitation du nombre des associés, qui ne se rencontre ni dans la loi allemande, ni dans les autres lois d'inspiration germanique, est un emprunt évident

à la législation anglaise. Dans la pensée des rédacteurs du projet de Code, cette forme nouvelle d'association est surtout destinée aux petites et moyennes entreprises, dont le type est représenté par les sociétés de famille. On a voulu donner un caractère d'intimité à la société à responsabilité limitée et la rapprocher, par ce trait, des sociétés de personnes.

En France, le projet de loi du gouvernement (16 mars 1920) contenait une disposition fixant à 50 le nombre des personnes pouvant faire partie d'une société à responsabilité limitée. On avait même proposé de fixer plus bas le nombre maximum des associés. M. Lescot, dans une conférence publiée dans la *Revue des sociétés* (1924), optait pour 30. La Chambre de commerce de Nancy choisissait le chiffre 20. Mais cette limitation a été supprimée par la Commission de la Chambre des députés, sur avis de M. Manceau, rapporteur du projet de loi. M. le sénateur Chapsal, dans son rapport, regrette la modification apportée par la Chambre des députés au projet du gouvernement. Malgré les arguments invoqués¹ pour justifier la possibilité pour les sociétés à responsabilité limitée, de grouper un nombre illimité d'associés, tout en gardant l'espoir qu'en fait, aucune société n'en comprendrait un trop grand nombre, la plupart des auteurs² étaient partisans d'une

1. On a notamment soutenu que des sociétés à responsabilité limitée pourraient avoir l'heureuse idée d'intéresser leur personnel à la prospérité des affaires sociales, soit en leur permettant de se rendre acquéreurs de parts, soit même en leur remettant un certain nombre de parts à titre de gratification et comme récompense de leurs bons services.

2. G. Drouets, *op. cit.*, n° 101 ; Piot, *op. cit.*, n° 6 ; Gain, *op. cit.*, n° 11 ; Lepargneur, *op. cit.*, n° 13 ; V. cep. Pottier, *op. cit.*, n° 9 ; Auger et Michel, *op. cit.*, 71.IV.6.

limitation du nombre des associés à 50 et même à un chiffre plus bas. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'en France la plupart des sociétés à responsabilité limitée se composent d'un nombre assez restreint de personnes.

La loi anglaise limite à 50 le nombre des membres d'une *private company*. Le projet suisse fixe à 30 et le projet italien à 25 le nombre de personnes pouvant composer une société à responsabilité limitée. L'Allemagne et l'Autriche demandent, à l'heure actuelle, une semblable limitation.

Dans ces conditions, on ne saurait trop approuver le Conseil législatif roumain d'avoir introduit cette disposition dans le projet de loi. En effet, une société à responsabilité limitée est destinée exclusivement aux petites entreprises familiales et ne doit pas empiéter sur le domaine de la société anonyme. L'*intuitus personæ*, qui est à la base d'une société à responsabilité limitée, peut, dans ces conditions, s'exercer d'une manière effective, d'autant plus que la limitation est fixée à un chiffre assez bas, qui semble judicieusement choisi. Il est souhaitable que cette heureuse disposition n'ait pas le même sort que celle du projet de loi français, et reste insérée dans le prochain Code de commerce roumain.

3° MONTANT DU CAPITAL SOCIAL ET TAUX DES PARTS SOCIALES (art. 153). — « Le capital social ne peut être inférieur à 500.000 lei (environ 80.000 francs français), et la participation de chaque associé peut être inégale, mais non inférieure à 25.000 lei (4.000 francs). » Le capital social est l'unique gage des créanciers ; il est donc extrêmement important d'empêcher des groupe-

ments ne présentant aucune garantie sérieuse de se constituer en société à responsabilité limitée.

A l'étranger, la loi française exige un capital de 25.000 francs au moins ; en cela, elle n'a fait que suivre la loi allemande, qui prévoit un capital minimum de 20.000 marks. En Autriche et en Tchécoslovaquie, c'est 20.000 couronnes qu'il faut avoir pour constituer une société à responsabilité limitée. La loi polonaise demande 2.000 zloti ; le projet suisse 20.000 francs suisses et le projet italien 50.000 liras.

En exigeant une somme assez forte comme capital minimum — somme qui se rapproche sensiblement de celles qui sont exigées en droit suisse ou italien¹ — le projet roumain paraît animé du désir de donner certaines garanties aux tiers. Ce capital peut être en numéraire ou en nature ; l'essentiel est que les apports aient une valeur de 500.000 lei, le capital ne devant pas être nécessairement en espèces.

On ne peut réduire — à aucun moment — le capital au-dessous du minimum légal ; ce cas est prévu par l'article 310, qui en fait un motif de dissolution de la société. Sans cette mesure qui tend à garantir l'intégralité du capital social, l'exigence du projet serait inefficace, les associés pouvant dissiper ou réduire, pendant la durée de la société, le capital initial.

Le projet n'établit aucun maximum au delà duquel une autre forme de société pourrait seule être adoptée. Certains auteurs — pour le droit français — étaient d'avis « qu'il eût été utile d'insérer dans la loi une dispo-

1. D'après les cours actuels du change : 20.000 francs suisses font approximativement 650.000 lei ; 50.000 liras italiennes font approximativement 430.000 lei.

sition de ce genre, afin d'empêcher la société à responsabilité limitée d'empiéter sur le domaine d'application qui appartient légitimement à la société anonyme¹ ».

Taux des parts sociales. — Le capital d'une société à responsabilité limitée se compose de plusieurs parts sociales. D'après l'article 283, chaque division de 5.000 lei en capital social a droit à une voix dans les assemblées. Il faut rapprocher cette disposition de celle de l'article 153 : « ...la participation de chaque associé peut être inégale, mais non inférieure à 25.000 lei. » La société à responsabilité limitée est donc, à ce point de vue, très rigoureusement traitée ; de ces dispositions on doit donc conclure : a) qu'on ne peut créer des parts sociales d'un montant inférieur à 25.000 lei ; b) que le taux des parts sociales peut être aussi élevé que le voudront les associés.

Il faut observer que le taux de cette part sociale est fixé assez haut, car on a voulu avoir la certitude que l'associé n'est pas un homme de paille, employé seulement pour constituer la société, à qui on a fait souscrire une part sociale d'un montant dérisoire. En France, le taux minimum d'une part sociale est de 100 francs. Cette disposition est critiquée par plusieurs auteurs², qui auraient préféré un minimum plus haut, de 500 francs par exemple. Il est vrai que dans la plupart des pays étrangers le taux d'une part sociale est assez élevée. (Allemagne, 500 marks ; lois autrichienne et tchécoslovaque, 500 couronnes ; Pologne, 20 zloti ; avant-projet suisse, 1.000 francs suisses.)

1. G. Drouets, *op. cit.*, Avant-projet Suisse, art. 793 d.

2. Drouets, *op. cit.*, n° 105 ; Lepargneur, *op. cit.*, n° 15.

On pourra créer en Roumanie des parts sociales d'un montant inégal. Ceci résulte des termes précis de l'article 153, rapproché de l'article 283.

4° DIFFÉRENTES CONDITIONS RELATIVES AU CAPITAL SOCIAL.

— A. *Souscription de toutes les parts sociales.* — Pour pouvoir constituer une société à responsabilité limitée il faut que toutes les parts sociales aient été réparties, et le capital social entièrement souscrit et versé au moment de la constitution (art. 151).

Conformément à une règle qui est admise par toutes les législations étrangères et que, par suite, il est possible de considérer comme l'un des caractères distinctifs de la société à responsabilité limitée, les fondateurs n'ont pas le droit d'ouvrir une souscription publique aux parts qui composent le capital social. Cette disposition n'est édictée clairement par aucun des articles ayant trait aux sociétés à responsabilité limitée. L'article 119, qui tâche de définir la société à responsabilité limitée, dit *in fine* : « ...le capital ne pouvant pas être divisé en actions ». Mais, sans cette interdiction de s'adresser au public pour la souscription des parts sociales, on fausserait les bases mêmes des sociétés à responsabilité limitée. Il faudrait donc ajouter en termes précis et catégoriques qu'« il est interdit à la société d'émettre, pour son propre compte, par souscription publique, des valeurs mobilières quelconques ¹ ».

« Cette disposition ne présenterait d'intérêt que lorsque les fondateurs de la société ne disposent pas eux-mêmes des fonds suffisants pour constituer la totalité du

1. Loi française du 7 mars 1925, art. 4., al. 4.

capital originaire. Elle signifie qu'ils ne peuvent, en vue de provoquer les souscriptions, ni recourir eux-mêmes à des mesures de publicité, ni s'adresser à des banquiers ou à des établissements de crédit qui solliciteraient l'épargne publique par voie d'annonces dans les journaux, d'affiches ou de prospectus, ou qui répandraient dans leur clientèle des circulaires ou des notices. Toute mesure de publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite par la loi. Mais on devra reconnaître à cette disposition un caractère limitatif, et déclarer licites tous les procédés dont peuvent user les fondateurs pour placer les parts sociales, pourvu qu'ils ne rentrent pas dans l'émission publique des valeurs¹. »

B. Libération intégrale de toutes les parts sociales. — Le projet dispose à l'article 151 que les parts sociales doivent être toutes réparties et le capital entièrement souscrit et versé au moment de la constitution de la société, et que les créances et prestations de travail ne peuvent être considérées comme apports.

C'est certainement la loi française qu'on a suivie en adoptant ces dispositions, car la loi allemande permet une libération partielle des parts sociales et, en cas de défaillance des associés, elle décide qu'on pourra poursuivre chaque associé pour sa part, et cela après que la société a épuisé tous les moyens d'action, y compris la vente aux enchères de la part sociale de l'associé défaillant.

En ce qui concerne les apports en nature, les auteurs du projet — par un louable souci des intérêts des tiers, et sans doute, instruits des expériences de la pratique

1. G. Drouets, *op. cit.*

étrangère — décident, à l'article 139, que : « Les actes relatifs à la propriété des apports autres qu'en numéraire doivent être déposés au greffe du tribunal de la juridiction dont dépend la société, en même temps que la demande d'autorisation de fonctionnement » ; d'autre part l'article 140 stipule que : « S'il existe des apports autres qu'en numéraire, le tribunal, par sa décision, ordonnera de faire une expertise pour leur évaluation. Le rapport d'expertise examinera l'exactitude des éléments indiqués par les fondateurs et l'évaluation des apports. »

Voilà donc un contrôle sérieux institué pour déterminer la valeur exacte des apports en nature, qui rend inutile la solidarité des associés, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature, de la loi française du 7 mars 1925. Seulement, ce contrôle ne se fera pas sans perte de temps et formalités coûteuses.

Le Conseil législatif n'a pas voulu accepter parmi les apports en nature les créances ou les prestations de travail. Les créances parce que leur recouvrement n'est pas toujours certain, et les prestations de travail parce qu'elles ont un caractère successif et aléatoire qui met obstacle à une libération immédiate et totale. La solution de la libération intégrale du capital social est critiquée — en droit français — par de nombreux auteurs¹ qui disent qu'« il est bien évident que, pas plus que les autres sociétés, les sociétés à responsabilité limitée n'ont besoin, le plus souvent, de la totalité de leur capital au

1. G. Drouets, *op. cit.*, p. 100 ; Thaller et Percerou, *op. cit.* ; Lepargneur, *op. cit.*, n° 16 ; Pottier, *op. cit.*, n° 39 ; *contra*, R. Gain, *op. cit.*, n° 21.

début de leur existence. En obligeant les associés originaires à verser de suite l'intégralité de leur mise, on risque fort de faire entrer dans la caisse sociale des fonds qui restent improductifs et que la société devra cependant rémunérer. On peut répondre, à la vérité, que pour éviter cet inconvénient, il suffit aux fondateurs de fixer le capital social à la somme qu'ils estiment être à la fois nécessaire et suffisante à la société pour commencer ses opérations, celle-ci procédant par la suite, au fur et à mesure des besoins, à des augmentations successives du capital. Mais cette combinaison a d'abord l'inconvénient d'imposer à la société l'accomplissement de formalités coûteuses. Il peut arriver, en outre, ce qui est plus grave, que certains associés refusent, pour des raisons diverses, de participer aux augmentations ultérieures de capital, mettant ainsi la société dans l'impossibilité de poursuivre son but. »

Malgré la force et la justesse de ces observations, il ne faut toutefois pas perdre de vue que le capital social est, dans une société à responsabilité limitée, l'unique gage des créanciers et qu'on ne saurait trop prendre toutes les garanties pour que ce capital social existe dès le début. Depuis 1925, la pratique française a permis d'observer que cette garantie des intérêts des tiers n'est pas un vain mot ; la haute finance, les industriels, se méfient de cette institution qui pourtant est si utile au commerce honnête. Il faut que le législateur roumain soit pénétré de ces idées pour faire œuvre utile ; il faut que les sociétés à responsabilité limitée soient vraiment le mode d'association idéal pour les commerçants qui ne veulent pas essayer, sous l'égide de cette institution, de constituer un commerce, sans se soucier des résultats, bons ou mauvais, que ce commerce peut procurer.

*
**

Pour savoir comment la libération des parts sociales doit se faire, il convient d'examiner plusieurs questions :

1° Qui doit verser ? — Dans le silence des textes, on est enclin à penser, par analogie avec ce qui se passe dans les sociétés par actions, qu'un tiers peut verser pour le compte d'un associé la somme correspondant au montant des parts souscrites par lui, et que le capital doit être fourni par tous les associés, et non seulement par quelques-uns d'eux, ce qui serait contraire à l'article 153, alinéa 2.

2° Qui doit recevoir ces versements ? — L'article 154 du projet nous indique que l'article 143 s'appliquera aux sociétés à responsabilité limitée ; or, l'article 143 qui se trouve au chapitre II : « Sur les sociétés par actions et en commandite par actions », dispose : « Les versements déposés pour la constitution de la société seront restitués aux administrateurs chargés de leur encaissement par l'acte constitutif, ou, en leur absence, aux personnes désignées par une décision du Conseil d'administration, » (pour les sociétés à responsabilité limitée il faut dire : l'assemblée des associés), « après présentation du certificat de l'office du registre d'où résulte l'inscription de la société et la preuve de sa publication au *Journal officiel*. »

Cet article parle des versements déposés pour la constitution. Déposés où ? L'article 139, également applicable aux sociétés à responsabilité limitée, dans son deuxième alinéa, parle aussi des versements : « En même

temps on déposera la preuve des versements des souscriptions en numéraire et les actes relatifs à la propriété des apports autres qu'en numéraire. »

Ces articles — 139 et 143 — se trouvent au titre II (Constitution des sociétés), chapitre II (Les sociétés par actions et en commandite par actions), du projet. Au même chapitre, nous trouvons cette disposition, rédigée certainement pour les sociétés par actions et en commandite par actions, mais qui, dans la pensée des rédacteurs, a dû avoir une portée générale : « La société ne peut être constituée que si la totalité du capital a été souscrite et si chaque associé a versé en numéraire la moitié de la valeur des actions souscrites à la Banque Nationale, la Caisse des Dépôts et Consignations ou à l'une des administrations financières du pays. » (art. 131).

Ainsi se trouve fixé le lieu où les associés sont obligés de déposer leurs versements. Cette disposition légale, qui nous semble extrêmement sévère pour n'importe quel genre de société en général et pour les sociétés à responsabilité limitée en particulier, coupe court aux discussions engagées à ce sujet en droit français, où pleine liberté est laissée aux associés quant au choix de la personne ou de l'institution chargée de garder ces versements¹.

A l'énumération des établissements autorisés à recevoir les versements des associés, il serait utile d'ajouter : « ou dans tout établissement privé de crédit roumain, dont le capital dépasse... » (une certaine somme assez

1. G. Drouets, *op. cit.*, n° 110 ; Auger et Michel, *op. cit.*, 71.IV, n° 42 (voir l'objection soulevée par ces auteurs).

élevée, preuve de la solvabilité et de la solidité de l'institution).

Cependant, si les fonds se trouvent en sûreté, il ne faut pas perdre de vue que les banques d'Etat ou les établissements privés ne consentiront à s'en dessaisir que contre justification de la constitution et de la publication régulières de la société, et qu'ainsi les administrateurs ne pourront disposer de ressources qu'au bout d'un temps plus ou moins long.

3° Mode de libération. — Les versements doivent avoir lieu en numéraire (art. 139). La remise d'un chèque est-elle libératoire ? On est enclin à le croire, tout au moins après l'encaissement de son montant.

4° Epoque du versement. — Le versement des fonds correspondant au montant des parts de numéraire doit être effectué, au plus tard, avant la demande d'autorisation de fonctionnement de la société. C'est ce qui résulte de la disposition qui oblige les associés à déposer au greffe du tribunal chargé de délivrer l'autorisation de fonctionnement « la preuve des versements des souscriptions en numéraire, et les actes relatifs à la propriété des apports autres qu'en numéraire ». Si les versements n'ont pas lieu avant cette demande, l'autorisation sera refusée.

5° Maintien du versement. — Il ne suffit pas que les versements aient été effectués avant la demande d'autorisation de fonctionnement. Il faut, de plus, que ces sommes existent jusqu'à la constitution de la société. Les fondateurs ne peuvent donc disposer, avant cette date, de tout ou partie des sommes versées, ce qui oblige les administrateurs à faire personnellement des avances en vue d'acquitter les droits d'enregistrement, qui peu-

vent être fort élevés, ainsi que les autres frais de constitution.

Le dépôt effectué dans un établissement de crédit public ou privé présente, à ce point de vue, l'avantage de rendre, d'une façon certaine, les fonds indisponibles jusqu'à la constitution.

6° Retrait des fonds versés. — Les administrateurs peuvent retirer les fonds versés, postérieurement à la constitution de la société, sur la justification de l'accomplissement régulier des formalités légales. L'article 143 exige « ...la présentation d'un certificat de l'office du registre d'où résulte l'inscription de la société et la preuve de la publication au Journal officiel. »

* C. *Libération des parts sociales correspondant à des apports en nature.* — Le principe concernant les apports est qu'ils sont la propriété de la société, à moins, bien entendu, de stipulations contraires de l'acte constitutif. C'est une conséquence de la théorie d'après laquelle la société doit posséder un patrimoine propre, bien distinct de celui des associés.

Le projet a donc permis aux associés de régler, par l'acte constitutif, la question de savoir à quel moment et de quelle manière la propriété des apports passera à la société.

Il va sans dire que les biens doivent avoir une valeur pécuniaire qui corresponde exactement à la valeur des parts sociales attribuées à l'apporteur; d'ailleurs, avec le contrôle judiciaire nécessaire pour la délivrance de l'autorisation de fonctionnement et l'expertise d'évaluation qui s'ensuit, cette évaluation présentera les plus grandes chances d'exactitude.

D. *La part sociale.* — *Nature juridique de la part sociale.* — Les parts sociales, dans une société à responsabilité limitée, doivent faire l'objet d'une sévère réglementation de la part du législateur. En effet, la nature juridique de cette part sociale n'a été définie, jusqu'à présent, d'une manière satisfaisante ni en droit français, ni par le projet. On a tantôt prétendu que c'était une part d'intérêt, tantôt que c'était une action. Il paraît plus exact de dire, avec quelques auteurs qui se sont occupés de la question en droit français¹, que la part sociale dans une société à responsabilité limitée constitue une part sociale *sui generis* intermédiaire entre l'action et la part d'intérêt.

Transmission des parts sociales. — La spéculation ne doit pas s'emparer des titres qui pourraient être créés par les sociétés à responsabilité limitée en représentation des apports.

A ce point de vue, la loi française du 7 mars 1925 défend aux gérants de délivrer aux associés des titres négociables, nominatifs, au porteur ou à ordre (art. 21 de la loi du 7 mars 1925) ; le projet roumain prévoit une pénalité pour l'administrateur qui a opéré cette délivrance.

Il faut, pour la bonne marche de la société, que ces parts sociales ne puissent circuler librement, solution qui découle du caractère intime des groupements auxquels est destinée la société à responsabilité limitée.

A cette fin, le projet restreint la cessibilité des parts de la manière suivante :

Les parts peuvent être cédées par acte sous seing privé,

1. G. Drouets, *op. cit.*

les associés ayant — dans des conditions égales — un droit de priorité. Celui qui veut céder sa part doit communiquer à ses coassociés, par l'intermédiaire des administrateurs, l'offre qui lui a été faite. Si aucun associé n'entend bénéficier, dans le délai d'un mois, de son droit de préférence, ou considère le prix trop élevé, ou si les associés représentant au moins les trois quarts du capital social ne veulent pas admettre la personne désignée comme futur associé, l'associé à qui l'offre a été faite peut s'adresser au tribunal du siège de la société qui décidera, les administrateurs ayant été entendus.

Pour calculer le prix de la cession, le tribunal prendra en considération le dividende moyen obtenu conformément au dernier bilan, multiplié par dix.

Si, au contraire, plusieurs associés veulent exercer leur droit d'option, la part se partagera entre eux proportionnellement à la mise de chacun.

En cas d'acquisition d'une part sociale par succession ou par l'effet d'un régime matrimonial, les dispositions précitées ne seront pas applicables. Toutefois, les statuts pourront, même dans ce cas, stipuler que ces dispositions seront applicables.

Si les parts représentent des apports périodiques ou des apports autres qu'en numéraire, les associés peuvent restituer la valeur des parts dans le délai de deux mois, après approbation du dernier bilan, ou décider la continuation de la société avec les successeurs de la part si ces derniers consentent à entrer dans la société. Les créanciers particuliers d'un associé ne peuvent faire valoir leurs droits sur une part sociale sans le consentement des autres associés qui, avant la mise en vente,

devront désigner la personne qui pourra acheter cette part.

Publicité. — La transmission des parts sociales est soumise à une certaine publicité : inscription au registre du commerce et au registre spécial tenu au siège de la société.

Ainsi qu'on le voit, le système adopté par le projet est presque identique au système du droit français.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE FORME

Les conditions de forme exigées par le projet pour la constitution d'une société à responsabilité limitée sont :

a) Un acte écrit qui doit, nécessairement, être authentique (art. 151), ou une déclaration de constitution de la société à l'office du registre du commerce.

b) Cet acte doit contenir diverses énonciations et mentions prescrites par la loi (art. 121, 151, 152 et 193). Quant à la déclaration, elle doit être signée par tous les associés personnellement ou par leurs mandataires munis d'une procuration authentique et spéciale, en présence du juge de l'office du registre du commerce du siège social de la société (art. 120).

A. NÉCESSITÉ D'UN ÉCRIT AUTHENTIQUE.

Conformément au droit commun de la preuve en matière de sociétés de commerce, la formation d'une société à responsabilité limitée doit être constatée par écrit. Cette exigence doit être considérée comme constituant une formalité qui est de l'essence même de la société à responsabilité limitée, et qui n'est pas demandée seulement à titre de simple moyen de preuve; cela

paraît d'autant plus certain que le projet exige que l'acte soit authentique ou passé devant un juge.

Le projet français du 16 mars 1920 demandait aussi, pour la constitution d'une société à responsabilité limitée, la rédaction d'un acte authentique. Cette exigence, critiquée par une partie de la doctrine ¹ comme imposant aux parties des complications et des frais supplémentaires, fut supprimée par la commission de la Chambre des députés, au regret de quelques auteurs ².

Il paraît plus logique de demander l'authenticité de l'acte, conformément au système du Conseil législatif roumain, la rédaction des statuts pour une forme de société aussi nouvelle étant un travail particulièrement délicat, et qui nécessite les conseils d'un spécialiste.

Il y a même, en droit français, des cas nombreux où la rédaction d'un acte notarié est nécessaire.

Le projet ne contient aucune précision en ce qui concerne la rédaction de l'acte authentique; il doit certainement satisfaire à toutes les prescriptions des articles 1171 et suivants du Code civil roumain (1317 et suivants français). On doit aussi décider, conformément à la règle ordinaire des actes synallagmatiques, que tous les associés doivent être présents ou représentés au greffe du tribunal au moment de l'authentification de l'acte. Ainsi l'exige formellement l'article 120 du projet, et cette exigence est d'autant plus facile à appliquer aux sociétés à responsabilité limitée que le nombre de leurs associés ne peut dépasser 20. Le projet n'indique pas le nombre d'originaux qu'il convient d'établir, car en imposant la forme authentique, le greffe du tribunal qui

1. G. Dronets, *op. cit.*, p. 108.

2. Defrénois, *op. cit.*, n° 25 ; Auger et Michel, *op. cit.*, 71, IV, n° 64.

a authentifié l'acte délivrera autant de copies qu'il est nécessaire pour l'accomplissement des formalités.

B. ÉNONCIATIONS CONTENUES DANS L'ACTE.

L'acte de société doit contenir toutes les énonciations de l'article 121, dont on parlera au chapitre consacré à la publicité des sociétés à responsabilité limitée, auxquelles il convient d'ajouter les dispositions suivantes :

« ART. 151. la répartition de toutes les parts sociales et la souscription intégrale du capital social. »

« ART. 152. si les associés ou l'un d'eux s'oblige envers la société à des apports périodiques en nature ou à n'importe quels autres apports, l'acte constitutif déterminera le contenu, la durée et les modalités des prestations, la rémunération due et les sanctions à l'encontre des associés qui n'accompliront pas les obligations prises. »

Enfin, l'article 193 prescrit la nécessité d'une stipulation expresse dans l'acte constitutif pour prévoir des intérêts — dans certains cas — par un prélèvement sur le capital.

Indépendamment des énonciations indispensables, assez longuement et minutieusement énumérées par les rédacteurs du projet, l'acte de société ou la déclaration doivent encore régler dans le détail une multitude d'autres questions importantes ayant trait à l'organisation et au fonctionnement de la société.

Toutes ces mentions doivent figurer dans l'acte constitutif ou dans la déclaration et jamais dans un acte postérieur et séparé, car c'est la vue de ces actes qui

permettra au juge d'accorder l'autorisation de fonctionnement de la société.

Ces déclarations n'ont pas besoin d'être faites dans des termes sacramentels : les associés doivent, simplement, affirmer que les conditions légales ont été observées.

CHAPITRE IV

REGLES DE PUBLICITE

L'avant-projet de Code impose à la société à responsabilité limitée — comme à toutes les autres sociétés — l'obligation de remplir certaines formalités de publicité, destinées à porter à la connaissance des tiers la constitution de la société et les clauses principales de l'acte social. Il importe, et pour les sociétés à responsabilité limitée plus que pour toute autre forme de société, que les tiers soient exactement renseignés sur l'organisation, le fonctionnement et la forme que le nouvel être moral a adopté, sur son capital, sa durée, etc.

On est ainsi conduit à examiner, dans l'ordre ci-après indiqué, les formalités de publicité envisagées par l'avant-projet :

Section I. — Formalités de publicité originaires.

Section II. — Publicité des modifications apportées aux statuts et des changements survenus parmi les associés.

Section III. — Publicité permanente.

SECTION I. — FORMALITÉS DE PUBLICITÉ ORIGINAIRES.

Ces formalités sont :

1° Publication au *Journal officiel* de la décision du tribunal par laquelle il fixe un délai de comparution pour accorder l'autorisation de fonctionnement (art. 140) ;

2° Publication au *Journal officiel* et inscription au registre du commerce de la décision définitive (art. 141) ;

Ce sont les deux seules formalités de publicité originale qu'on trouve mentionnées dans le projet.

Par la publication au *Journal officiel* de la décision du tribunal fixant un délai de comparution pour accorder à la société l'autorisation de fonctionnement, on espère susciter les oppositions des intéressés contre la constitution de la société. En effet, le deuxième alinéa de l'article 140 indique qu'on peut former opposition jusqu'au jour du jugement, cette opposition devant être jugée le même jour que l'autorisation de fonctionnement.

En second lieu, le projet exige l'inscription au registre du commerce et la publication au *Journal officiel* de la décision définitive du tribunal. Il dit même que c'est à partir du jour de la publication au *Journal officiel* de cette décision que la société doit être considérée comme étant légalement constituée.

L'article 155 renvoie à l'article 121 pour l'énumération des mentions qui doivent être inscrites au registre du commerce, en ajoutant encore deux clauses.

Ces mentions sont les suivantes :

1° *Les noms, prénoms, firme et domicile des associés.* Bien qu'aucun des membres composant une société à responsabilité limitée ne soit tenu, personnellement,

des dettes sociales, on a estimé — avec raison d'ailleurs — que les tiers avaient intérêt à être exactement renseignés sur la personnalité de tous les associés ;

2° *La firme et le siège de la société, de ses succursales et agences ;*

3° *L'objet de la société ;*

4° *L'apport de chaque associé en numéraire ou autres biens et leur valeur ;*

5° *Les associés qui ont l'administration et le droit de représenter la société avec désignation de leurs pouvoirs ;*

6° *La part de chaque associé dans les profits et pertes.* Cette exigence paraît exagérée, car la répartition des profits et pertes est uniquement une affaire entre associés et n'intéresse nullement les tiers ;

7° *La date du commencement du fonctionnement de la société et celle de la cessation ;*

Les deux mentions à publier sont :

a) *Le capital social.* La publication de cette mention est certainement justifiée, car il est essentiel, pour les tiers, de connaître l'étendue de leur unique gage ;

b) *La clause qui attribue, dans certaines conditions, aux associés des intérêts pour leurs apports en l'absence de bénéfices.* Solution heureuse, car le montant du capital social n'est qu'imparfaitement connu des tiers si on tient secrète une stipulation qui peut avoir pour conséquence sa réduction graduelle.

Bien entendu, cette énumération est simplement énonciative en ce sens qu'on doit absolument publier ces clauses, les associés ayant la faculté de publier toute disposition de l'acte constitutif qui leur paraîtrait intéresser les tiers ; en tout cas, le projet est assez exigeant, l'essentiel étant déjà mentionné.

SECTION II. — PUBLICITÉ DES MODIFICATIONS APPORTÉES
AUX STATUTS ET DES CHANGEMENTS SURVENUS
PARMI LES ASSOCIÉS.

La publicité originale serait incomplète si les associés avaient le droit de modifier les statuts à leur gré, sans porter à la connaissance des tiers ces modifications qui peuvent, souvent, être d'un intérêt capital pour le fonctionnement de la société. Ayant suivi en cela, non seulement la loi française, mais les législations étrangères, le projet roumain a prévu dans les articles 288, 295, 298 et 307, la publicité des modifications apportées aux statuts et des changements survenus parmi les associés.

Ce sont, bien entendu, les administrateurs qui doivent veiller à l'observation de toutes ces formalités. Mais, le projet a oublié de dire ce qu'il arrive si ces formalités ne sont pas remplies. Lacune regrettable, et qu'on espère voir réparée lorsque interviendra le vote de la loi.

Tous les articles citent des cas spéciaux et les formalités de publicité dont ils doivent faire l'objet.

L'article 298 parle de la réduction du capital social qui ne pourra être faite que deux mois après la publication au *Journal officiel* et l'inscription au registre du commerce de la décision sociale. Ce délai constitue un avantage accordé aux créanciers sociaux antérieurs à la décision, car il leur permet de s'opposer à la réduction projetée ; l'opposition est suspensive.

Le projet prévoit une publicité assez complète concernant la dissolution, la liquidation, la fusion ou la trans-

formation de la société à responsabilité limitée. Ces questions seront envisagées ultérieurement.

Il reste à examiner ici la publicité qui doit être faite concernant la personne des associés. Elle est réglementée par les articles 288 et 307.

« La société doit tenir, sous la garde des administrateurs, un registre des associés dans lequel on inscrira le nom et le domicile de chaque associé, la quote-part respective ainsi que tout transfert d'une part sociale ou toute autre modification la concernant.

» Les administrateurs sont personnellement et solidairement responsables de tout dommage causé par la tenue du registre. Le registre pourra être consulté par les associés et les créanciers de la société ».

La personnalité de certains associés dignes de confiance peut être prise en considération par les tiers qui contractent avec la société; si au début tout le monde peut prendre connaissance du nom des associés par la publication de l'acte constitutif, par la suite des modifications peuvent avoir lieu dans la composition de l'assemblée sociale, et les tiers n'en sauraient rien.

C'est afin de remédier à cet inconvénient que le projet roumain oblige les administrateurs à tenir au siège de la société un livre de parts sociales. Cette heureuse disposition est inspirée du droit autrichien; la tenue de ce livre, dénommé *Anteilbuch*, et les mentions qu'il doit contenir, sont, dans cette législation, encore plus sévèrement réglementées que dans le projet roumain.

L'avantage de ce livre de parts sociales est considérable, car il sera à tout moment à la disposition des intéressés, leur mettant sous les yeux la composition exacte de la société.

Quant à l'article 307, il traite de la publication de l'exclusion d'un associé dont il sera question au titre II, chapitre V, section II.

SECTION III. — PUBLICITÉ PERMANENTE.

La publicité permanente à laquelle une société à responsabilité limitée sera soumise est prévue aux articles 167, 168, 169 et 290 du projet.

L'article 168 dispose — conformément au droit allemand et au droit français — que tous actes, lettres, publications ou annonces émanant d'une société à responsabilité limitée doivent mentionner clairement son siège, la date de constitution, le fait que c'est une société à responsabilité limitée, l'office où elle a été inscrite ainsi que le numéro sous lequel cette inscription a été effectuée et le montant du capital social.

Exigence compréhensible, car les tiers auront ainsi tous les éléments d'appréciation nécessaires pour juger la société avec laquelle ils auront à traiter. Le fait que la société est à responsabilité limitée doit être indiqué en toutes lettres. La loi française a adopté la même solution, la loi allemande permet à la société de désigner sa forme par des initiales seulement (G.m.b.H.) Mais ce n'est là qu'une question de détail, une personne avisée cherchant dans le registre du commerce aura, en effet, tous les renseignements qu'elle désire.

L'article 357 prévoit une amende de 1.000 à 10.000 lei pour inexécution de cette prescription.

La publicité des sociétés en général et des sociétés à responsabilité limitée en particulier, fait l'objet, dans le

projet, d'une sévère et complète réglementation. C'est ainsi que l'article 169 dispose :

« Les sociétés de toutes catégories devront délivrer à toute personne intéressée des copies de l'acte constitutif et des statuts, avec toutes les modifications ultérieures. Elles sont, d'autre part, obligées de délivrer des copies du bilan ; les sociétés par actions et celles à responsabilité limitée doivent également délivrer des copies des rapports du conseil d'administration et des censeurs. Les frais sont à la charge des demandeurs. »

Il est incontestable que cette exigence pousse un peu loin la protection des tiers. Tout renforcement de la garantie accordée aux tiers se fait au détriment de la souplesse de cette forme de société, et le projet a vraiment trop tendance à assimiler la société à responsabilité limitée à la société anonyme. Ni la loi allemande, ni la loi française ne poussent le souci de la publicité jusqu'à obliger les sociétés à responsabilité limitée à délivrer des copies des statuts et des rapports du conseil d'administration et des censeurs.

Les articles 167 et 290 organisent la publicité du bilan qui doit être déposé par les administrateurs dans un délai de 10 jours, après son approbation par l'assemblée, à l'office du registre du commerce pour y être inscrit et publié, en extrait, au *Journal officiel*.

La loi française n'exige pas la publication du bilan ; en Allemagne, les banques qui adoptent la forme de société à responsabilité limitée sont obligées de le faire. Liebman¹ a demandé l'extension de cette disposition à toutes les sociétés à responsabilité limitée ; mais la

1. *Die Reform der G. m. b. H. D. Jz.* 1910.

majorité des auteurs s'est prononcée en sens contraire, car l'obligation de publier un bilan annuel avait paru intolérable à beaucoup d'entreprises ; il est notoire, en effet, que c'est précisément lorsque les futurs associés ne veulent pas rendre publique la situation financière de la société qu'ils ont l'intention de créer, qu'ils adoptent la forme de société à responsabilité limitée. Imposer cette publication aurait pour conséquence de contraindre les entreprises honnêtes, auxquelles cette forme de société peut seule convenir, à renoncer à son adoption.

CHAPITRE V

SANCTIONS DES REGLES CONSTITUTIVES

L'observation des règles légales, relatives à la constitution de la société à responsabilité limitée, est assurée par des sanctions sévères. Ces sanctions consistent dans l'inexistence de la société qui n'est pas constituée, soit par acte authentique (art. 145), soit par déclaration à l'office du registre du commerce dans les conditions précitées (art. 145).

La condition essentielle prévue par le projet pour attribuer la qualité de personne juridique à une société commerciale est le fait d'être toujours constituée par un acte authentique ou par une déclaration devant l'office. S'il n'y a pas d'acte authentique de constitution ou une déclaration devant l'office, la société est considérée comme inexistante. Par cette disposition, on a voulu trancher la discussion survenue au sujet des sociétés irrégulières et établir une distinction précise entre les sociétés, personnes juridiques, et celles qui n'existent pas.

Ainsi donc, une société qui n'a pas été constituée par un acte authentique ou une déclaration devant l'office n'existe pas.

Il est vrai que des rapports pourraient surgir d'une situation de fait. Pour ces rapports, restent obligés personnellement et solidairement ceux qui ont voulu s'associer, comme si chacun d'eux avait contracté séparément. Pourtant, même ceux qui ont voulu s'associer ne répondent que dans les conditions précisées dans l'acte de société, pour les opérations auxquelles ils n'ont pas pris part. En établissant une délimitation entre le moment où la société a pu naître et le moment où elle a acquis la personnalité juridique, le projet a décidé que seule l'absence de l'acte authentique ou de la déclaration devant l'office rend la société absolument inexistante.

S'il y a un acte authentique ou une déclaration devant l'office, mais si les autres formalités relatives à la transcription et à la publication de l'autorisation de fonctionnement n'ont pas été accomplies, la société existe vis-à-vis des tiers comme une société de fait et les associés ne peuvent pas opposer l'inexistence de la société par suite du non-accomplissement des formalités de transcription et de publication.

Pour éviter autant que possible de pareilles situations, on a accordé aux associés qui ne sont pas en faute, le droit de demander l'accomplissement des formalités de transcription et publication; lorsqu'il s'est écoulé quinze jours à partir de la passation de l'acte et si les fondateurs n'avaient pas demandé l'autorisation de fonctionnement, l'inscription ou la publication de la société, chaque associé peut demander, dans un autre délai /de quinze jours, l'accomplissement de ces formalités. Après ce dernier délai, chaque associé peut demander à être libéré de l'obligation née de la souscription. A partir de ce moment, s'il y a une demande de retrait et une autre

demande de régularisation de la société, cette dernière sera admise. Lorsqu'elles seront introduites en même temps, la dernière prévaudra toujours.

Il résulte de ce qui précède que l'élément qui compose la société de fait a été caractérisé par l'existence d'un acte authentique, que n'ont pas suivi les autres formalités¹.

1. Sur tous ces points, voir la rédaction défectueuse de l'article 145 et surtout J. G. Cohen, *op. cit.*

TITRE II

Administration et fonctionnement

CHAPITRE PREMIER

GENERALITES

Dans le projet roumain, comme dans toutes les lois étrangères, la société à responsabilité limitée est caractérisée par la simplicité de son organisation et la souplesse de son fonctionnement. Ce type de société étant surtout offert aux membres d'une même famille ou à un petit nombre de personnes, les législations étrangères, aussi bien que le projet élaboré par le Conseil législatif roumain, permettent aux associés de jouir d'une grande liberté en ce qui concerne l'administration de la société. Le projet roumain n'est pas dominé — comme la loi française du 7 mars 1925 — par la distinction entre les grandes et petites sociétés. En effet, le projet n'a pas suivi à ce point de vue la loi allemande mais la loi anglaise et a sagement limité le nombre des associés à vingt. Ce maximum étant assez sévère, on comprend d'autant mieux la liberté laissée aux associés qui — en principe — se connaissent entre eux, sont au courant des affaires de la société ou, du moins, peuvent facile-

ment contrôler la gestion des administrateurs. Seuls, les articles 289 et 282 font la distinction suivante :

Le premier exige la nomination obligatoire des censeurs si le nombre des associés dépasse quinze, et le second permet aux associés, s'ils sont moins de dix, de communiquer leur vote par écrit lors de la réunion d'une assemblée générale.

*
**

On remarque dans les sociétés deux rouages qui gouvernent leur fonctionnement.

Le premier est composé des administrateurs : c'est l'organe de gestion. Le second est constitué par l'ensemble des associés; il surveille et contrôle l'administration et décide, s'il y a lieu, les modifications à apporter aux statuts.

Dans les sociétés importantes, un rouage se place entre les associés et les administrateurs, dont le but est de faciliter le contrôle des opérations de ces derniers. Tous les associés ne sont pas, en effet, aptes à exercer une surveillance et il est préférable, pour ne pas entraver la direction de l'entreprise, que le contrôle soit réservé à un petit nombre de personnes. C'est ainsi que dans les sociétés anonymes le contrôle de l'administration est confié aux commissaires aux comptes, dont les attributions sont définies par la loi.

Cette distinction se retrouve dans les sociétés à responsabilité limitée. Lorsque celles-ci se composent de deux à quinze membres, l'organe du contrôle peut être prévu par les associés dans les statuts, et même cette

organisation n'est pas obligatoire; au contraire, la nomination des censeurs est nécessaire dans les sociétés composées de plus de quinze associés. Leurs attributions seront les mêmes que celles des censeurs des sociétés par actions (art. 289).

CHAPITRE II

DES ADMINISTRATEURS

L'article 287 du projet dispose que la société à responsabilité limitée est administrée par un ou plusieurs *associés*, nommés par l'acte constitutif ou par l'assemblée.

Les règles qui gouvernent les attributions et pouvoirs des administrateurs, ainsi que leur responsabilité, sont indiquées au titre III : « Fonctionnement des différentes formes de sociétés », chapitre I^{er} : « Dispositions communes », articles 163 et suivants. Ces textes accordent aux statuts une grande liberté quant à la délimitation des pouvoirs des administrateurs.

La dénomination « administrateurs » employée par le projet n'est pas très heureuse. Pour mettre en évidence, et surtout au début de l'introduction des sociétés à responsabilité limitée en Roumanie, le fait qu'il s'agit d'une forme particulière de société, il serait préférable d'utiliser le mot « gérants ». En France aussi, le projet de loi du 16 mars 1920 parlait d'« administrateurs ». Mais la Société d'études législatives proposa le terme « gérants » qui fut adopté par la loi. On avait jugé préférable de réserver l'expression « administrateurs » aux membres des conseils ou collèges investis de fonctions délibératives.

SECTION I. — NOMINATION ET RÉVOCATION
DES ADMINISTRATEURS.

1° *Nomination des administrateurs.* — La nomination des administrateurs est régie par l'article 287, qui semble s'opposer — dans une certaine mesure — à l'article 121. En effet, l'article 287 dispose que : « La société est administrée par un ou plusieurs associés, nommés par l'acte constitutif ou par l'assemblée. » Or, l'article 121 indiquant les mentions que l'acte authentique de constitution doit nécessairement contenir mentionne à l'alinéa 5 : « Les associés qui ont l'administration et le droit de représenter la société, avec désignation de leurs pouvoirs. »

Ces deux textes sont facilement conciliables si on décide que les premiers administrateurs sont nommés par l'acte constitutif et — si leur mandat vient à expirer — ceux qui suivront seront désignés par l'assemblée des associés.

Les administrateurs doivent nécessairement être associés, solution difficilement explicable. Il n'est pas douteux qu'en pratique les choses se passeront presque toujours ainsi, mais il semble naturel de permettre aux associés d'engager une personne étrangère à la société, à raison de sa compétence, pour remplir cette fonction, d'autant plus qu'à côté des administrateurs non associés, les associés peuvent désigner aussi l'un des leurs.

La loi française (art. 24) paraît mieux inspirée à ce sujet : « Les sociétés à responsabilité limitée sont gérées par un ou plusieurs mandataires, associés ou non associés, salariés ou gratuits. »

De la nomination des administrateurs au cours de la société. — Pendant la durée de la société, la nomination de nouveaux administrateurs en remplacement de ceux qui cessent d'exercer leurs fonctions pour une cause quelconque, ou encore la nomination d'administrateurs supplémentaires, se fait par l'assemblée des associés. La décision que prend à ce sujet la collectivité des associés doit l'être à la majorité absolue des associés et des quotes-parts (art. 283). Si le nombre des associés ne dépasse pas 10, le projet les dispense de la tenue des assemblées générales, et dans ce cas ils peuvent communiquer leur vote par écrit.

Publicité de la nomination. — L'article 121 exige que le nom des premiers administrateurs figure dans l'acte constitutif ; or, comme cet acte sera publié, on pourra connaître, au début, le nom des administrateurs. Nulle part ailleurs, le projet n'exige la publication du nom des administrateurs.

2° *Nombre et capacité des administrateurs.* — L'article 287 du projet prévoit que la société à responsabilité limitée peut être administrée par « un ou plusieurs associés ». Une entière liberté est donc laissée aux parties ; la société peut, en conséquence, être administrée, soit par un administrateur unique, soit par plusieurs, et même tous les associés peuvent être désignés comme administrateurs, ce qui se produira sûrement en pratique dans les sociétés composées d'un très petit nombre de membres.

La nomination des administrateurs est obligatoire dès le début, car c'est une des mentions de l'acte constitutif exigées par l'article 121 ; comme cet acte sera soumis au

contrôle du juge qui ne délivrera l'autorisation de fonctionnement à la société que si toutes les formalités requises sont remplies, il est certain que l'acte constitutif contiendra le nom des premiers administrateurs.

Capacité requise pour pouvoir être désigné comme administrateur. — Le projet ne parle nulle part de la capacité requise pour pouvoir être désigné comme administrateur ; les administrateurs des sociétés à responsabilité limitée devant être considérés comme des mandataires ordinaires, et tenant compte du fait que, d'après les dispositions du projet, les administrateurs sont nécessairement associés, il n'y a pas lieu d'exiger d'eux, en principe, aucune capacité spéciale.

Mais il résulte des différents textes ayant trait à certains cas de responsabilité spéciale des administrateurs qu'ils doivent avoir, au moins, la capacité de s'obliger.

Un étranger peut devenir administrateur d'une société à responsabilité limitée.

Il est bien entendu que les statuts peuvent instituer des conditions particulières de nomination, notamment exiger que les administrateurs soient de nationalité roumaine ou bien qu'ils soient choisis parmi les associés connaissant le métier.

3° *Rémunération des administrateurs.* — Le projet ne parle pas de la rémunération des administrateurs ; par application du droit commun en matière de mandat, il faut croire que les fonctions d'administrateur peuvent être salariées ou gratuites.

En principe, et sauf convention contraire, le mandat conféré aux administrateurs sera gratuit, c'est-à-dire

qu'ils n'auront droit à aucune rémunération pour leur travail particulier de direction ; étant associés, ils vont concourir aux répartitions annuelles de bénéfices, car il s'agit là de produits du capital engagé par eux et non d'une rémunération de leur travail.

Le plus souvent, en pratique, les fonctions des administrateurs sont rémunérées. Le projet ne réglementant pas les conditions de cette rémunération, les associés ont l'entière liberté de fixer celle-ci, soit, au début, dans l'acte constitutif, soit, plus tard, dans un acte postérieur.

Formes de cette rémunération. — Les administrateurs peuvent être rémunérés de plusieurs façons :

- a) Des appointements fixes, payables à époques déterminées à l'avance et passés par frais généraux ;
- b) Une remise sur le chiffre d'affaires réalisé par la société et passée également par frais généraux ;
- c) Un pourcentage spécial dans les bénéfices nets annuels de la société ;
- d) Des avantages en nature tels que : logements, etc.

Il va sans dire qu'on peut combiner ces différentes sortes de rémunération.

4° *Durée du mandat.* — La liberté des parties est entière quant à la durée du mandat des administrateurs, le projet renvoyant à ce sujet aux dispositions mentionnées par le Code civil à propos du « mandat ». On peut donc conclure qu'en l'absence de stipulations précises, les administrateurs sont révocables *ad nutum* par l'assemblée des associés, ou qu'on peut désigner plusieurs administrateurs en fixant différemment la durée des fonctions de chacun d'eux.

L'organisation des fonctions des administrateurs est presque passée sous silence par le projet, car les obligations et la responsabilité des administrateurs sont, en principe, réglementées par le Code civil au chapitre du mandat et, d'une manière spéciale seulement, par les dispositions du projet (art. 165).

L'article 1552 du Code civil roumain (2003 français) prévoit comme causes de cessation du mandat :

- a) La révocation du mandataire ;
- b) La renonciation du mandataire au mandat ;
- c) La mort, l'interdiction, l'insolvabilité ou la faillite du mandant ou du mandataire.

Et l'article 1553 (2004 français) permet au mandant de révoquer sa procuration quand bon lui semble.

Donc, la solution consacrée par le projet est simple : l'administrateur n'est qu'un mandataire de la collectivité des associés (tout en étant lui-même associé), révocable *ad nutum* par cette collectivité. Cette révocation — d'après l'article 170 du projet, traitant des sociétés en nom collectif, mais applicable également aux sociétés à responsabilité limitée — doit se faire à la majorité absolue des quotes-parts ; l'administrateur qu'on veut révoquer n'a pas le droit de prendre part au vote. Cette majorité peut également limiter les pouvoirs des administrateurs, à l'exception de ceux qui ont été nommés par l'acte constitutif.

Le projet ne contient aucune disposition concernant la démission des administrateurs. Les associés jouissent donc d'une liberté complète pour régler dans les statuts cette question. Ils peuvent notamment déterminer la durée des fonctions du ou des administrateurs, limiter les causes pour motifs de démission ou même permettre

aux administrateurs, conformément à l'article 1556 du Code civil roumain (2007 français), de présenter leur démission à tout moment. Si les statuts ne contiennent aucune disposition à ce sujet, il convient d'appliquer purement et simplement l'article 1556 du Code civil roumain, à savoir que les administrateurs peuvent démissionner de leurs fonctions à toute époque à la condition de donner un préavis à la société ; les administrateurs sont responsables, dans ce cas, envers la société du dommage causé par leur brusque départ, à moins qu'ils soient dans l'impossibilité absolue de continuer à gérer les affaires sociales.

C'est aussi la solution généralement admise en droit français.

La cessation des fonctions d'un administrateur n'entraîne pas la dissolution de la société ; l'administrateur révoqué participera à la bonne marche des affaires sociales en tant qu'associé.

Publicité. — Les noms des premiers administrateurs figurant dans l'acte authentique de constitution seront publiés. Les administrateurs nommés pendant la durée de la société seront connus des tiers sans publicité spéciale, mais simplement en tant qu'associés.

SECTION II. — ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DES ADMINISTRATEURS.

Les administrateurs sont chargés de la gestion des affaires sociales ; ils agissent en vertu des pouvoirs qu'ils détiennent des statuts et des directives que leur donne l'assemblée des associés ; ils représentent la société, sans avoir pour cela la qualité de commerçants.

Les pouvoirs des administrateurs sont nettement déterminés par l'article 163 du projet : « Les administrateurs peuvent faire toutes les opérations inhérentes à l'exercice de l'entreprise sociale, à moins de restrictions prévues par l'acte constitutif ou les statuts. Ils sont obligés de prendre part à toutes les assemblées de la société. »

L'article 164 ajoute : « Les administrateurs qui ont le droit de représenter la société ne peuvent déléguer la signature sociale sans autorisation expresse. Au cas contraire, la société n'est pas obligée envers les tiers, mais peut prétendre de celui à qui a été délégué la signature les bénéfices résultant de l'opération. »

C'est la solution de la loi allemande qui a prévalu dans le projet roumain : les administrateurs peuvent accomplir tous les actes nécessaires au fonctionnement de la société. Mais tandis qu'en droit allemand on ne peut apporter aucune limitation statutaire à la capacité des administrateurs, le projet a prévu, très raisonnablement, que les associés ont le droit de restreindre, dans l'acte constitutif ou dans les statuts, les pouvoirs des administrateurs. Comme ces deux documents sont sujets à une publicité très complète, les tiers seront exactement renseignés sur l'étendue des pouvoirs des administrateurs.

Donc, les administrateurs peuvent faire des actes non seulement d'administration commerciale, mais aussi certains actes de disposition, nécessaires à l'exercice de l'entreprise sociale, à moins de restrictions statutaires.

Tout acte qui n'est pas fait en vue du fonctionnement de la société ne peut être accompli par les administrateurs. C'est ainsi qu'ils ne peuvent offrir des libéralités, exception faite des gratifications d'usage.

Restrictions. — Etant donnée l'étendue considérable des pouvoirs des administrateurs, le projet permet aux associés de stipuler que, dans certains cas, leurs pouvoirs subiront une restriction. Il n'y a pas de doute sur la validité de ces clauses à l'égard des associés entre eux.

Mais que décider à l'égard des tiers ? En droit français, l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 a suscité de très vives discussions; sa rédaction est d'ailleurs semblable à celle de l'article 163 du projet. M. Wahl¹ a interprété les dispositions de l'article 24 dans le sens que les gérants ont, en principe, des pouvoirs très étendus; mais si les statuts apportent certaines limitations à ces pouvoirs, elles sont opposables aux tiers. La majorité des auteurs n'a pas suivi cette interprétation qui, il faut l'avouer, est fortement contredite par les textes. Pourtant, si les travaux préparatoires de la loi du 7 mars 1925 semblent indiquer que la théorie de M. WAHL n'est pas juste, celle-ci est très logique et sa mise en pratique est absolument indispensable à la bonne marche des affaires sociales et à la sauvegarde des intérêts des associés.

L'article 163 du projet doit être interprété d'après la théorie formulée par M. Wahl, d'autant plus qu'à la différence de l'article 24 de la loi française, le projet ne parle pas des tiers; sa rédaction étant mieux faite et dépouillée de la contradiction qu'on trouve en droit français.

La publicité instituée par le projet roumain et l'obligation pour les sociétés à responsabilité limitée de délivrer à tout intéressé une copie des statuts est déjà une

1. A. Wahl. « Les pouvoirs des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée », *Journal des soc.*, 1926, p. 196, III.

garantie plus qu'efficace accordée aux tiers à qui la prudence la plus élémentaire commande de prendre d'abord les renseignements nécessaires sur l'étendue des pouvoirs de leur cocontractant.

L'article 287 restreint, en outre, la capacité des administrateurs de faire le commerce pour leur propre compte ou pour le compte des tiers, ou d'être membre du conseil d'administration d'une autre entreprise ayant un but similaire ou faisant concurrence à la société; c'est une conséquence de l'idée que la société à responsabilité limitée a pour but d'assurer, soit au patrimoine d'une famille, soit à celui des personnes qui ont collaboré à une industrie, les bénéfices obtenus et résultant très souvent du secret de l'industrie, fruit d'une longue expérience.

En cas de pluralité d'administrateurs : « Le droit de représenter la société appartient à chaque administrateur, à moins de stipulations contraires de l'acte constitutif.

» Quand l'acte constitutif ou les statuts disposent que les administrateurs gèrent en commun, la décision doit être prise à l'unanimité, et en cas de divergence entre les administrateurs, les associés qui représentent la majorité absolue des quotes-parts devront décider.

» Pour les actes urgents dont le non-accomplissement produirait une grosse perte à la société, un seul administrateur pourra prendre une décision en l'absence de ses collègues qui se trouveraient dans l'impossibilité, fût-elle momentanée, de gérer les affaires sociales (art. 171). »

Délégation des pouvoirs. — Les administrateurs ont le droit de déléguer leurs pouvoirs en vertu d'une disposi-

tion expresse des statuts seulement. S'ils le font sans y être autorisés par les statuts, le projet non seulement déclare que la société ne sera pas tenue à l'égard des tiers des suites de l'opération effectuée dans ces conditions, mais permet aussi à la société de demander à la personne qui a traité à la place de l'administrateur, les bénéfices réalisés.

Les articles 167, 287, 288 et 290 citent quelques-unes des obligations des administrateurs, ayant trait :

a) au bilan de la société;

b) à l'interdiction, pour les administrateurs, sous peine de dommages et intérêts et de révocation, de remplir des fonctions similaires dans des sociétés ayant le même objet que celle qu'ils gèrent, sans l'autorisation de l'assemblée des associés;

c) à la tenue — au siège social — d'un registre de parts sociales (voir *supra*);

d) à la publicité du bilan.

SECTION III. — RESPONSABILITÉ CIVILE ET PÉNALE DES ADMINISTRATEURS

Responsabilité civile. — Les administrateurs encourrent certaines responsabilités à l'occasion de leurs fonctions; ces responsabilités sont d'une part celles d'un mandataire ordinaire (v. C. civ. roumain, art. 1539 et suivants; français, art. 1991 et s.), et d'autre part une responsabilité spéciale édictée par le projet (art. 165 et 288).

La responsabilité d'un mandataire ordinaire se résume par la formule : le mandataire doit accomplir sa mission en bon père de famille. Il est donc responsa-

ble des fautes qu'il peut commettre ; sa responsabilité peut, d'ailleurs, être atténuée ou augmentée par la convention.

Quant à la responsabilité spéciale dont parle le projet, elle vise quelques cas particuliers. Les administrateurs sont solidairement responsables envers la société :

a) De la réalité des versements effectués par les associés ;

b) De l'existence réelle des bénéfices payés ;

c) De l'existence des registres exigés par la loi et de leur tenue régulière ;

d) De l'exact accomplissement des décisions des assemblées sociales ;

e) De l'observation des obligations que la loi, l'acte constitutif ou les statuts leurs imposent ;

f) Les administrateurs sont encore solidairement responsables de tout dommage causé par la mauvaise tenue du registre des parts sociales.

L'action en responsabilité appartient à la société dans les cinq premiers cas ; elle peut être exercée aussi par les créanciers sociaux en cas de faillite de la société seulement.

Pour le sixième cas, toute personne qui justifie d'un dommage causé par la mauvaise tenue du registre des parts sociales a le droit d'exercer l'action en responsabilité contre les administrateurs.

Responsabilité pénale. — Les dispositions pénales prévues par le projet pour punir les fautes graves ou la malhonnêteté des administrateurs sont nombreuses. Voici celles qui ont trait aux administrateurs des sociétés à responsabilité limitée :

» « Les fondateurs, les administrateurs et les censeurs qui dans leurs rapports et communications faites au public, assemblées générales ou dans le bilan, attestent des faits inexacts sur la constitution ou les conditions économiques de la société, ou les dissimulent en tout ou en partie, seront punis d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 10.000 à 100.000 lei (art. 346).

» Les administrateurs qui, en l'absence du bilan ou contrairement à ses résultats, ou se basant sur un faux bilan, ont encaissé ou payé des dividendes ou des participations sous n'importe quelle forme pour des bénéfices non réalisés ou qui ne peuvent être distribués, seront punis d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 10.000 à 100.000 lei (art. 347).

» Les administrateurs qui, pour se procurer ou procurer à d'autres un gain au détriment de la société, acquièrent pour le compte de celle-ci des actions d'autres sociétés à un prix supérieur à leur valeur effective, ou vendent pour le compte de la société des actions qui lui appartiennent, à des prix inférieurs à leur valeur effective, seront punis d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans et d'une amende de 10.000 à 100.000 lei (art. 349).

» L'administrateur ou l'associé qui participe aux discussions ou aux décisions de la société allant à l'encontre des dispositions légales sera puni d'une amende de 10.000 à 50.000 lei (art. 351).

» Seront punis d'emprisonnement jusqu'à un an et d'une amende de 10.000 à 100.000 lei les administrateurs des sociétés à responsabilité limitée qui :

» 1. Ont commencé les opérations au nom de la société sans que le versement intégral du capital social ait été effectué ;

» 2. Ont émis des titres de crédit au lieu des parts sociales (art. 354).

» Les administrateurs et les censeurs des sociétés commerciales condamnés à une peine d'emprisonnement pour les infractions accomplies à l'occasion de leurs fonctions ne pourront plus être administrateurs ou censeurs dans une autre société (art. 356).

» Les administrateurs qui, dans les contrats, la correspondance ou autres actes émanant d'une société commerciale ne mentionnent pas les indications prescrites par la loi, seront punis d'une amende de 1.000 à 10.000 lei (art. 357).

» L'action civile dans le procès pénal pour les infractions prévues par ce titre peut être exercée par les associés dans le cas où la société ne se constitue pas partie civile.

» Si après la constitution de l'associé, la société se constitue aussi partie civile, l'action de l'associé cesse de produire son effet, à l'exception du cas où il y a conflit d'intérêts.

» Les associés qui exercent l'action civile doivent intervenir dans le procès pénal par un représentant commun. S'il y a conflit d'intérêts entre eux, on admettra autant de représentants qu'il y a de groupes ayant des intérêts contraires.

» Ces représentants agiront aussi pour les associés qui manifesteront postérieurement leur désir d'intervenir au procès. En cas de désaccord entre les associés, la jus-

tice tenant compte des intérêts différents, déterminera la composition des groupes, et nommera — éventuellement — les représentants (art. 359). »

Prescription. — Le projet a prévu une prescription spéciale de trois ans, pour toutes les actions sociales.

CHAPITRE III

DES CENSEURS

Les associés ont le droit de contrôler l'activité des administrateurs ; comme le nombre d'associés dans une société à responsabilité limitée ne peut jamais être très grand, ce droit de contrôle peut s'exercer aisément, sans l'intervention des tiers. Néanmoins, l'article 289 dispose : « Les statuts peuvent prévoir la nomination d'un ou deux censeurs, élus par l'assemblée des associés.

» Si le nombre des associés dépasse 15, la nomination des censeurs est obligatoire.

» Les dispositions édictées pour les censeurs des sociétés par actions seront applicables aux censeurs des sociétés à responsabilité limitée. »

Donc, dans les sociétés à responsabilité limitée qui groupent moins de 15 membres, la surveillance de la gestion des affaires sociales est laissée aux associés, à moins de dispositions contraires des statuts. Ils peuvent exiger la communication des pièces justificatives à n'importe quel moment.

Dans les sociétés à responsabilité limitée qui groupent plus de 15 membres, la nomination des censeurs est obligatoire.

En droit français on retrouve à peu près la même distinction, c'est-à-dire que dans les sociétés à responsabilité limitée dont le nombre d'associés ne dépasse pas 20 l'institution d'un conseil de surveillance est facultative, et si la société groupe plus de vingt membres, ce conseil est obligatoire ; il doit être composé de 3 membres au moins (art. 30 et 32 de la loi du 7 mars 1925).

A. Conditions requises pour être nommé censeur. —

Le projet pose certaines conditions à la nomination des censeurs : ne peuvent être nommés censeurs les fonctionnaires de la société, les parents des administrateurs jusqu'au 4e degré, ainsi que les personnes déclarées en faillite, les incapables, les condamnés pour crime, abus de confiance, calomnie, faux, vol, tromperie, faux témoignage, falsification de monnaies, concurrence déloyale, faux serment, espionnage ainsi qu'à toute autre peine qui a pour conséquence d'interdire l'accès aux fonctions publiques (art. 228 et 252).

On ne peut être censeur à plus de deux sociétés à la fois. Un ancien censeur ne peut être nommé administrateur de la même société qu'après un délai de 4 ans à partir de la cessation de ses fonctions dans le conseil de surveillance.

(Remarque : Cette disposition est édictée pour les sociétés par actions ; les administrateurs des sociétés à responsabilité limitée sont nécessairement associés ; doit-on leur appliquer cette solution ?)

Les censeurs doivent être domiciliés dans la ville où la société a établi son principal siège.

S'il n'y a qu'un seul censeur, ou s'il y en a plusieurs, l'un d'eux au moins doit être comptable inscrit sur la

liste des experts publiée par la Chambre du commerce et de l'industrie (art. 251 et 252).

Nomination. — Les censeurs sont désignés par l'assemblée constitutive — au début — par les assemblées générales annuelles au cours de la durée de la société.

On désigne, conformément à l'article 289, un ou deux censeurs et le même nombre de suppléants.

Durée des fonctions. — La durée des fonctions des censeurs est d'un an (art. 251).

Rétribution. — Une indemnité fixe, déterminée par l'assemblée générale ; toute disposition contraire est nulle (art. 252).

Révocation et démission. — La révocation des censeurs ne peut être faite que par une assemblée générale ; en cas de mort, renonciation, faillite ou perte des droits civils d'un membre du conseil de surveillance, le suppléant le plus âgé prendra sa place. Si par ce moyen le nombre légal des censeurs ne peut être obtenu, le juge de l'office du registre désignera d'autres personnes pour suppléer les censeurs absents, jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale (art. 253).

B. Attributions et pouvoirs. — Les censeurs sont obligés de vérifier si le bilan et le compte des profits et pertes sont conformes aux registres de la société, si ces registres sont tenus à jour et si la situation patrimoniale et toutes les opérations de la société correspondent aux règles établies pour la confection du bilan.

Les censeurs doivent faire sur tous ces points un rap-

port détaillé à l'assemblée générale, de même que sur le bilan et le compte des profits et pertes présentés par les administrateurs. Ils ont, en outre, le droit de présenter des propositions sur la répartition des bénéfices.

L'assemblée générale ne pourra approuver le bilan si le rapport précité ne lui a pas été soumis.

Les censeurs doivent, pendant la durée de leurs fonctions, faire au moins dix fois des inspections inopinées à la caisse et vérifier l'existence des titres ou valeurs dont la société a la propriété, ou reçus en gage, caution ou dépôt ; ils sont obligés de convoquer l'assemblée des associés en cas d'omission de la part des administrateurs et y prendre part ; ils doivent veiller à l'exacte application, par les administrateurs et les liquidateurs, des dispositions légales de l'acte constitutif ou des statuts.

Les irrégularités administratives et la violation des prescriptions légales et statutaires constatées par les censeurs seront portées par eux à la connaissance du chef immédiat de la personne coupable, et, dans les cas graves, à la connaissance de l'assemblée des associés.

Les censeurs doivent demander chaque mois une situation des affaires sociales aux administrateurs. Ils doivent prendre part aux conférences des administrateurs, ayant le pouvoir de demander l'insertion à l'ordre du jour de ces conférences et même des assemblées sociales, des propositions qui leur semblent utiles.

Les censeurs n'ont pas le droit de communiquer aux associés séparément ou aux personnes étrangères à la société, les constatations relatives aux opérations faites par eux en exécution de leur mandat.

Pour la vérification du bilan, le contrôle des registres et les propositions et rapports que les censeurs font à l'assemblée générale, ils délibèrent ensemble ; en cas de désaccord, ils peuvent présenter des rapports séparés à l'assemblée générale. Les autres obligations peuvent être remplies séparément par les censeurs. Ces diverses obligations font l'objet des dispositions des articles 254, 255, 256 et 257 du projet.

C. Responsabilité civile et pénale des censeurs. — Responsabilité civile. — La responsabilité civile des censeurs — comme celle des administrateurs — n'a pas été réglementée par le projet d'une manière spéciale : l'étendue de leur responsabilité doit être cherchée dans le Code civil dans les articles consacrés au mandat. Mais en dehors de cette responsabilité de mandataire, on trouve la prescription de l'article 165 qui est également applicable aux censeurs ; (il a été déjà question de cet article à propos de la responsabilité civile des administrateurs).

Responsabilité pénale. — La responsabilité pénale des censeurs est mentionnée par les articles 346, 356 (voir *supra*), et 352 du projet.

L'article 352 édicte une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an ou une amende de 5.000 à 50.000 lei pour les censeurs qui ne convoquent pas l'assemblée des associés quand ils doivent le faire.

Prescription. — La même prescription de 3 ans est applicable aux actions des associés contre les censeurs.

CHAPITRE IV

L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES

A. *Généralités.* — L'organe principal de la société est l'assemblée générale. C'est elle qui nomme les administrateurs et les censeurs, qui reçoit leurs comptes et qui décide des modifications à apporter aux statuts.

La première disposition du projet sur la matière indique que les décisions des associés sont prises en assemblées générales, dont la réunion n'est cependant nécessaire que si le nombre des associés dépasse le chiffre de dix. Dans ce cas chaque associé recevra l'ordre du jour et communiquera son vote par écrit.

Une distinction presque semblable est faite par la loi française du 7 mars 1925, article 26, 2^e al. : « ... la tenue d'une assemblée n'est pas nécessaire quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt. »

On se demande pourquoi la distinction de l'article 282 du projet n'est pas la même que celle de l'article 289, qui rend obligatoire la nomination des censeurs si la société groupe plus de 15 associés. Si l'article 289 avait décidé de rendre obligatoire cette nomination pour toute société ayant plus de 10 associés, on comprendrait la pensée des rédacteurs du projet, désireux de considérer — même dans la limite maxima imposée, de vingt

associés — deux types distincts de société, avec certaines facilités pour les petites entreprises.

L'assemblée générale se compose exclusivement d'associés. Tout associé a le droit d'y prendre part, et personne d'autre. Il faut — bien entendu — comprendre parmi les associés les administrateurs, car ils ne sont que des associés investis du droit de gérance par la collectivité.

Les associés ont le droit de se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire muni d'une procuration spéciale. Les statuts peuvent apporter certaines dérogations à ce principe en décidant notamment, que le mandataire doit être associé. Dans les sociétés à responsabilité limitée où l'*intuitus personae* est prépondérant, cette limitation est parfaitement valable.

B. Convocation. — La convocation de l'assemblée des associés est faite par les administrateurs, chaque fois que les intérêts de la société l'exigent. Cette convocation doit se faire dans les formes prévues par les statuts, et si les statuts n'en parlent pas, par lettre recommandée ; elle doit être faite au moins cinq jours à l'avance et porter l'ordre du jour. Les mêmes dispositions sont applicables à l'invitation de voter par correspondance.

Les administrateurs sont obligés de convoquer l'assemblée générale au moins une fois par an. Les associés se réuniront — en principe — au siège social. Bien entendu, les statuts peuvent en décider autrement.

Si les administrateurs oublient ou négligent de convoquer les associés, le projet permet aux censeurs de le faire ; de même les administrateurs peuvent être contraints à réunir l'assemblée quand les associés, repré-

sentant au moins un dixième du capital social, le demandent. (Disposition semblable en droit français, mais qui exige plus de la moitié du capital social et qui paraît plus logique, pour éviter des dérangements fréquents aux associés, convoqués par des associés représentant une si faible partie du capital social).

C. Majorité. — Le soin de déterminer la majorité nécessaire pour prendre les décisions, même les plus graves, est laissé par le projet aux dispositions statutaires. En principe, l'assemblée décide par le vote des associés représentant la majorité absolue des associés et des parts ; pour les modifications de l'acte constitutif ou des statuts, le vote de tous les associés est nécessaire ; mais le projet ajoute — dans les deux cas — que les dispositions contraires des statuts seront valables.

Il n'y a que deux principes impérativement énoncés :

1° Le droit de vote est établi par part de 5.000 lei, de sorte que le nombre des voix va en augmentant avec chaque part de 5.000 lei ;

2° Un associé doit s'abstenir de voter aux assemblées relatives à ses apports ou aux actes juridiques passés entre lui et la société ¹.

Si le quorum exigé pour la première assemblée n'est pas atteint, les décisions seront prises par une deuxième assemblée qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des associés présents.

D. Pouvoirs de l'assemblée des associés. — L'assemblée des associés a le droit :

1. Comparer les articles 27 et 28 de la loi française du 7 mars 1925.

a) d'établir le bilan et de procéder à la répartition du bénéfice net ;

b) de choisir les censeurs, de les révoquer et de leur donner décharge ;

c) d'intenter contre les organes sociaux ou contre les associés séparément les actions de la société pour les dommages résultant de la constitution ou l'administration de la société et de désigner la personne chargée de les exercer ;

d) de modifier les statuts ;

e) de nommer les administrateurs ;

f) d'autoriser les administrateurs à accepter un emploi similaire dans d'autres sociétés ou de faire le commerce à leur propre compte. (Cette énumération doit être considérée comme simplement énonciative.)

Les décisions prises par l'assemblée générale sont obligatoires même à l'égard des associés qui n'y ont pas pris part. Mais les décisions contraires à l'acte constitutif, aux statuts ou à la loi peuvent être attaquées en justice, par tout associé, dans un délai de quinze jours à partir de la date de la réunion de l'assemblée. L'action en annulation doit être introduite au greffe du tribunal du siège social, l'associé devant prouver sa qualité.

Le tribunal pourra l'obliger à déposer une caution pour garantir les dommages éventuels résultant de ses actes, quand l'illégalité de la décision prise ne résultera pas clairement de la décision de l'assemblée, sans recourir à d'autres moyens de preuve.

Si le tribunal oblige l'associé à déposer une caution et s'il ne le fait pas dans les délais fixés, l'action s'éteint.

L'associé peut demander — en même temps que l'annulation — la suspension de l'exécution de la décision attaquée. Contre le jugement qui décide la suspension, ou l'annulation, on peut interjeter appel dans un délai de quinze jours de son prononcé.

Les administrateurs de la société étant eux aussi des associés ont également le droit d'attaquer en justice les décisions sociales, pour les motifs et dans les conditions précités. Dans ce cas, la société sera représentée en justice par les autres administrateurs, s'il y en a plusieurs ; par un des censeurs, si l'administrateur qui exerce le recours était le seul.

Les pouvoirs de l'assemblée de modifier les statuts sont énoncés par l'article 295 du projet :

« Dans les sociétés à responsabilité limitée la modification de l'acte constitutif sera faite avec le consentement de tous les associés, par acte authentique ou déclaration devant le juge de l'office.

» L'acte authentique ou la déclaration sera déposé dans un délai de quinze jours à partir de l'authentification à l'office du registre pour y être inscrit et publié au *Journal officiel*. »

Donc, la modification des statuts ne pourra se faire que du consentement unanime de tous les associés, sans faire de distinction entre l'importance des parts sociales respectives.

Les associés peuvent-ils en décider autrement dans l'acte constitutif lui-même ? On est porté à le croire ; telle est d'ailleurs l'opinion exprimée de la manière suivante par M. J. G. Cohen, le conseiller consultant du projet : « Lorsqu'il s'agit de la modification de l'acte cons-

titutif ou des statuts, les décisions seront prises à l'unanimité, sauf disposition contraire¹. »

Et cette modification doit être déclarée dans un délai de quinze jours à partir de l'authentification à l'office du registre pour y être inscrite et publiée au *Journal officiel*.

1. *Op. cit.*, p. 83.

CHAPITRE V

SECTION I. — TRANSFORMATION DES SOCIÉTÉS.

Le projet pose d'abord le principe général, à savoir que la transformation d'une société en un autre type de société se fera sans liquidation, par l'accomplissement des formalités exigées pour la constitution de la nouvelle société. La transformation ne produira ses effets qu'après l'inscription au registre du commerce et la publication, au *Journal officiel*, de la décision devenue définitive. Cette publicité ne pourra se faire qu'après l'expiration d'un délai de deux mois, à partir du jour où cette décision aura été prise ; dans l'intervalle de ces deux mois, on permet aux créanciers de la société, antérieurs à la décision, de former une opposition qui suspend l'exécution de la décision jusqu'à son retrait ou à son rejet définitif.

Si une société anonyme veut adopter la forme à responsabilité limitée, elle doit se soumettre à toutes les dispositions précitées, édictées pour tous les types de sociétés ; elle doit — de plus — accomplir les formalités suivantes :

1° Le capital de la nouvelle société à responsabilité limitée ne peut être, en aucun cas, inférieur à celui de l'ancienne société anonyme ;

2° Les actionnaires seront informés de la transformation et invités à participer à la nouvelle société à concurrence du montant de leurs actions ;

3° Cette participation devra représenter au moins les trois-quarts du capital social de l'ancienne société.

L'actionnaire qui ne veut pas adhérer à la nouvelle société ou qui y participe pour un montant inférieur à ses actions peut demander le remboursement de ces actions. Ce remboursement sera calculé, conformément au bilan approuvé par l'assemblée générale, à une majorité des trois-quarts du capital social représenté. Les actions des associés qui ne veulent pas participer à la nouvelle société seront offertes aux autres associés et si ceux-ci les refusent, les actions pourront être vendues, *à la condition que le nombre maximum d'associés ne dépasse pas celui exigé pour la société à responsabilité limitée.*

Après la transformation de la société par actions, les créanciers de l'ancienne société seront prévenus, pour faire valoir leurs créances. Les créanciers qui n'acceptent pas la nouvelle société à responsabilité limitée comme débitrice doivent être désintéressés ou des garanties, jugées par eux suffisantes, doivent leur être proposées. On ne pourra déterminer la quote-part des nouveaux associés tant que les droits de tous les créanciers de l'ancienne société n'auront pas été réglés de la manière qui vient d'être indiquée.

À la différence de la loi française du 7 mars 1925, dont l'article 41 permet la transformation des sociétés « sous réserve des droits des tiers », le projet roumain réglemente minutieusement ces transformations. On doit observer seulement que les sociétés anonymes qui grou-

pent un grand nombre d'associés ne pourront jamais adopter la nouvelle forme de société, qui ne peut grouper que vingt adhérents au maximum.

Fusion. — La fusion de plusieurs sociétés doit être décidée par chaque société séparément ; l'accord de tous les associés est nécessaire.

La décision de la société doit être inscrite, en extrait, dans le délai de quinze jours de son adoption, au registre du commerce et publiée au *Journal officiel*. On mentionnera également au registre le bilan dressé à cette occasion. La société qui cesse d'exister à la suite de la fusion déposera, pour l'inscription au registre, une déclaration sur la manière dont elle entend régler son passif. Si la fusion a pour but de créer une nouvelle société, celle-ci est obligée d'accomplir toutes les formalités d'inscription et de publicité demandées pour la constitution de la société.

La fusion deviendra parfaite deux mois après sa publication au *Journal officiel*. Les créanciers des sociétés qui fusionnent peuvent former opposition pendant ce délai ; l'opposition suspend l'exécution de la fusion jusqu'au prononcé du jugement définitif. Si le délai précité est expiré sans qu'il y ait opposition, la fusion sera parfaite et la nouvelle société issue de la fusion sera subrogée dans les droits et obligations des sociétés disparues.

SECTION II. — EXCLUSION DES ASSOCIÉS.

La société ou les associés séparément peuvent demander l'exclusion de l'associé qui :

a) Mis en demeure n'accomplit pas les obligations contractées ;

b) Sans le consentement écrit de tous ses coassociés utilise le capital, les biens ou le crédit de la société à son profit ou à celui d'un tiers ;

c) Sans le consentement de ses coassociés fait partie d'une société concurrente ou ayant le même objet, ou fait ces opérations à son propre compte ,

d) Est déclaré en état de faillite ou légalement incapable ;

e) Etant administrateur, fraude la société.

L'exclusion doit être prononcée par décision judiciaire, qui sera inscrite à l'office du registre à la diligence de la société ou des associés séparément, et publiée au *Journal officiel*.

L'associé exclu participe aux pertes et bénéfices jusqu'au jour de son exclusion ; il ne peut réclamer le paiement de la part qui lui revient dans les bénéfices qu'après la clôture du bilan et la répartition du dividende annuel. Il touchera une somme d'argent représentant sa part sur l'avoir social.

Si, au moment de l'exclusion, la société a des affaires en cours, l'associé ne pourra retirer sa mise que lorsque ces affaires seront terminées.

L'exclusion d'un associé n'entraîne, par elle-même, la dissolution de la société qu'au cas où la société est réduite à un seul membre.

SECTION III. — DE QUELQUES RÈGLES RELATIVES AU BILAN.

En dehors des droits et obligations des administrateurs, censeurs et assemblées sociales qu'on a examinés précédemment, le projet donne encore quelques indications relatives au bilan.

Les administrateurs doivent déposer le bilan, au plus tard le 1^{er} mars de l'année sociale, à l'office du registre du commerce ; le bilan doit laisser apparaître clairement la situation patrimoniale réelle de la société. Pour la confection du bilan, le projet pose certaines règles qui ont pour but de permettre une évaluation minima de tout l'avoir de la société et l'amortissement de son matériel. Le bilan, ainsi confectionné, doit être approuvé par l'assemblée des associés, inscrit au registre du commerce et publié au *Journal officiel*.

On a déjà vu précédemment l'exigence manifestée par les auteurs en ce qui concerne l'obligation impartie aux sociétés à responsabilité limitée de délivrer à tout intéressé des copies du bilan.

SECTION IV. — MAJORATION ET RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL.

La majoration du capital est soumise aux mêmes formalités que la constitution des sociétés.

La réduction du capital social se fait par une décision *ad hoc* de l'assemblée des associés. Il va sans dire que cette réduction ne peut en aucun cas entamer le minimum légal (500.000 lei). La décision sociale sera inscrite au registre du commerce et publiée au *Journal officiel*; toutefois, la réduction ne sera parfaite qu'après l'expiration d'un délai de deux mois à partir du jour de la publication au *Journal officiel*. Les créanciers sociaux antérieurs à la décision peuvent former opposition pendant ce délai ; l'opposition suspend l'exécution de la décision jusqu'à son retrait ou son rejet par autorité de justice.

SECTION V. — CLAUSE D'INTÉRÊTS FIXES.

Il arrive, dans toute société commerciale, que des exercices se soldent par des pertes et que les associés ne puissent toucher aucun bénéfice. En prévision de tels cas et pour amener les capitalistes à adhérer à la nouvelle société, on a pris l'habitude d'insérer dans l'acte constitutif une clause dite : d'« Intérêts fixes » qui accorde aux associés, même en l'absence de bénéfices, un certain dividende fixé d'avance. Cette clause, dont la validité n'est plus contestée tant par la jurisprudence que par la doctrine, présente des avantages incontestés, mais aussi de graves inconvénients.

Des sociétés qui se forment en vue de recherches parfois longues, ou pour l'exploitation d'un brevet, peuvent — après un certain temps — donner de beaux bénéfices ; mais, au début, si les capitalistes ne sont pas attirés par la certitude d'une rémunération de leur argent, on risque fort de ne pas trouver de souscripteurs.

D'autre part, par le versement régulier d'un intérêt fixe prélevé sur le capital social et qui peut s'étendre sur un espace de temps assez long, on arrive à la diminution graduelle et progressive de ce capital. Toutes ces considérations ne doivent pas être perdues de vue par le législateur qui — tout en permettant l'insertion d'une telle clause dans l'acte constitutif — doit prendre certaines précautions en vue de faire connaître aux tiers cette diminution occulte du capital. Le projet roumain s'occupe de la question à l'article 193, applicable aux sociétés à responsabilité limitée. La manière dont on a envisagé le problème est plus stricte qu'en droit français. En effet, par une stipulation *expresse* dans l'acte

constitutif ou dans les statuts, les associés ont le droit de prévoir des intérêts en leur faveur, par un prélèvement sur le capital ; cette stipulation ne peut avoir lieu que dans cette sorte de sociétés auxquelles un certain temps est nécessaire pour la préparation de l'entreprise en vue d'une exploitation normale. Le service des intérêts fixes ne pourra se faire que pendant trois ans, et le taux ne pourra, en aucun cas, dépasser l'escompte de la Banque Nationale de Roumanie. Les intérêts ainsi versés seront passés aux frais de première installation et répartis sur les années qui présenteront des bénéfices.

Le projet a donc eu soin de limiter la durée pendant laquelle les associés pourront toucher ces intérêts, ainsi que leur taux. Il faut d'ailleurs remarquer qu'on ne peut prévoir cette clause que pour les sociétés qui ont besoin d'un certain temps pour la préparation de l'entreprise en vue d'une exploitation normale.

Cette réglementation stricte et complète paraît très juste si on se rend compte que dans une société à responsabilité limitée le capital est l'unique gage des créanciers sociaux. Par la publication de cette clause et l'exigence légale quant à son fonctionnement, les tiers pourront traiter avec la société en toute connaissance de cause.

Publicité. — Conformément à l'article 155, la clause qui attribue aux associés des intérêts pour leurs apports même en l'absence de tout bénéfice, doit être inscrite au registre du commerce.

SECTION VI. — RÉSERVES.

Le projet a prévu la formation d'une réserve de la manière suivante : Il sera fait annuellement sur les

bénéfices nets de la société, un prélèvement d'au moins un vingtième, pour la constitution d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint au moins un cinquième du capital social.

Les sociétés qui acceptent des dépôts du public doivent verser au fonds de réserve au moins un dixième des bénéfices nets, jusqu'à ce que ce fonds de réserve atteigne une somme égale au tiers du montant des dépôts.

Si le fonds de réserve vient à diminuer, il doit être complété de la même manière. Les associés ont le droit de prévoir d'autres réserves, s'ils le jugent nécessaire, pour assurer la prospérité de la société ou la répartition d'un dividende, autant que possible, uniforme.

C'est de cette manière que le projet a entendu protéger les tiers dans le cas où une banque ou un établissement de crédit se constitue en adoptant la forme de société à responsabilité limitée. Par la constitution d'une forte réserve et une large publicité de l'état des affaires sociales, sans oublier les multiples formalités de constitution contrôlées par le tribunal, le projet croit donner suffisamment de garanties aux tiers et permet l'adoption de cette forme de société à toute forme d'activité commerciale ou industrielle. C'est une solution inspirée du droit allemand, qu'on ne retrouve pas dans la loi française du 7 mars 1925.

SECTION VII. — DIVIDENDES FICTIFS.

« On ne peut distribuer des dividendes que sur les bénéfices réels. Les dividendes payés contrairement à cette disposition ne seront pas restitués si les associés

les ont touchés de bonne foi et conformément à des bilans *approuvés* desquels résultaient ces dividendes » (art. 162).

La différence entre le point de vue de la loi française et celui du projet roumain est considérable. L'article 35 de la loi du 7 mars 1925 ne distingue pas suivant que ces bénéfices ont été touchés de bonne ou de mauvaise foi : il suffit que les dividendes distribués n'aient pas été réellement acquis, c'est-à-dire que le bilan en vertu duquel la distribution aura été faite n'ait pas été établi d'une façon entièrement exacte, pour qu'ils soient sujets à répétition. L'action en répétition instituée par le projet paraît plus équitable que celle du droit français ; en effet, la loi du 7 mars 1925 semble vouloir, par cette clause, rendre les associés en quelque sorte responsables d'évaluations portées au bilan et qu'il leur est, en fait, impossible de contrôler d'une façon complète.

Les administrateurs qui ont encaissé ou payé des dividendes fictifs sont passibles de certaines pénalités qu'on a mentionnées à propos de la « Responsabilité pénale des administrateurs ».

TITRE III

Dissolution et liquidation

CHAPITRE PREMIER.

DISSOLUTION

Le projet énumère aux articles 310 et 311 les causes qui mettent fin à la société à responsabilité limitée. Ce sont, quant à la société :

1° L'expiration du temps pour lequel la société a été constituée ;

2° L'impossibilité de réaliser l'objet social ;

3° La fin de l'entreprise ;

4° La décision des associés ;

5° La faillite ;

6° La diminution du capital au-dessous du minimum légal ;

Et quant aux associés : « La faillite, l'incapacité, l'exclusion, le retrait ou la mort d'un des associés ou la réduction du nombre des associés à un seul. »

On va examiner brièvement chacune de ces causes de dissolution :

1) *L'expiration du temps pour lequel la société a été constituée.* — La durée de la société est librement fixée par les parties dans l'acte constitutif. Dès que cette durée

est arrivée à son terme, la société se trouve dissoute de plein droit. L'article 313 a le soin de spécifier que « pour les cas prévus par l'article 310 n^{os} 1 et 3, la dissolution pourra être demandée aussi par les créanciers ». On pourra donc, pendant la durée de la société, modifier les statuts dans le sens de la prorogation du temps fixé pour son expiration ; mais il faudra alors obtenir l'approbation des créanciers sociaux au moment de la dissolution.

2) *L'impossibilité de réaliser l'objet social.* — Cette cause de dissolution est tellement évidente qu'il n'est pas besoin d'y insister.

3) *La fin de l'entreprise.* — C'est-à-dire la réalisation du but que la société s'était assigné lors de sa création.

4) *La décision des associés.* — La dissolution anticipée de la société peut être décidée par les associés. Il n'y a pas de distinction à faire, à ce point de vue, entre les sociétés dont la durée est limitée et celles dont la durée est illimitée. La collectivité des associés est seule juge des motifs qui justifient sa décision, et celle-ci s'impose *erga omnes* dès l'instant où elle est régulière en la forme et n'est pas entachée de fraude¹.

5) *La faillite de la société.* — La faillite n'entraîne pas de plein droit et nécessairement la dissolution de la société. En cas de faillite, les organes de gestion et de décision de la société se trouvent seulement dessaisis au profit du syndic, à moins que la société n'obtienne un concordat de ses créanciers et ne recouvre, de ce fait, l'exercice de ses droits commerciaux. En cas de liquidation judiciaire, les administrateurs et la collectivité des

1. La même solution est admise en droit français.

associés conservent leurs fonctions et leurs pouvoirs respectifs, l'administration de la société étant seulement placée sous la surveillance du liquidateur.

6) *La diminution du capital au-dessous du minimum légal.* — Conformément à l'article 153 du projet, le capital d'une société à responsabilité limitée ne peut être inférieur à 500.000 lei ; le projet décide que la perte du capital est une cause de dissolution de la société.

Cette solution paraît logique car si le capital d'une société à responsabilité limitée — unique gage des créanciers — vient à disparaître, la société n'a aucune raison d'exister.

Les causes de dissolution de la société du fait des associés sont les suivantes :

1° *Faillite d'un associé.* — C'est, d'après le projet, une cause de dissolution de la société, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant qu'il s'agit ou non d'un administrateur¹.

Cette solution est évidemment inspirée par le droit des sociétés des personnes. Dans les sociétés à responsabilité limitée, les événements qui se réalisent dans la personne d'un associé doivent avoir une légère influence sur la durée de la société ; en effet, on ne doit pas perdre de vue le caractère mixte de ce type de sociétés. Et puis, il serait injuste que les autres associés soient obligés de dissoudre une société, peut-être en plein essor, à cause de la faillite d'un des leurs. On aurait pu résoudre différemment ce problème : permettre aux associés l'in-

1. Solution contraire en droit français (V. art. 36, de la loi du 7 mars 1925).

sertion d'une clause dans l'acte constitutif, suivant laquelle, en cas de faillite de l'un d'entre eux (associé ou administrateur), la personne devenue insolvable serait obligée de céder ses parts sociales aux autres associés, moyennant un prix déterminé. Si les associés négligeraient d'insérer cette clause dans l'acte constitutif, alors on pourrait décider que la dissolution, en cas de faillite d'un associé, serait obligatoire.

2° *Incapacité, exclusion, retrait ou décès d'un associé.*

— Ces causes de dissolution sont à rapprocher de celles provenant de la faillite d'un associé. Il semble préférable d'abandonner entièrement aux statuts le soin de déterminer l'influence qu'auraient, sur la durée de la société, les faits qui se réaliseraient dans la personne d'un associé.

3° *Le nombre des associés est réduit à un seul.* —

Pour qu'une société à responsabilité limitée soit valablement constituée, il faut que les associés soient au nombre de deux au minimum. Si, au cours de l'existence de la société, l'un des associés devient propriétaire de la totalité des parts sociales, la société se trouve virtuellement dissoute. On ne conçoit pas, en effet, une société sans qu'il y ait au moins deux associés.

Cette solution a pour conséquence de rendre impossible la survivance des sociétés à responsabilité limitée réduites, en fait, à un seul membre, combinaison courante en Allemagne (*Einpersonengesellschaften*) et en Grande-Bretagne (*one man companies*).

Formalités à remplir. Publicité. — Conformément à l'article 310, la décision de dissolution de la société doit

être inscrite au registre du commerce et publiée au *Journal officiel*, dans un délai de quinze jours à partir du jour où cette décision a été prise.

Il est, en effet, intéressant pour les tiers, de connaître la dissolution d'une société. Cette publicité est considérée par le projet comme très importante car, aux termes de l'article 315, la dissolution de la société avant l'expiration du délai fixé pour sa durée ne produit son effet à l'égard des tiers que trois jours après l'inscription de la décision au registre du commerce, et sa publication au *Journal officiel* ; si cette formalité n'a pas été remplie, on doit décider qu'elle ne produit son effet qu'à l'égard des associés seulement. Ceci est d'ailleurs confirmé par la disposition de l'article 17 du projet, relatif au registre du commerce : « Ceux qui ont l'obligation de demander l'inscription ne peuvent opposer aux tiers les actes non inscrits et non publiés. Ces actes peuvent, quand même, être opposés aux tiers quand ces tiers devraient en avoir connaissance. »

Demande de dissolution. — La dissolution doit être demandée au tribunal par les administrateurs de la société. Pour les cas prévus par l'article 310, n^{os} 1 et 3 (expiration du temps pour lequel la société a été constituée, fin de l'entreprise), les créanciers sociaux ont le droit de se substituer aux administrateurs, si ceux-ci n'agissent pas, et de demander à la justice la dissolution de la société. En effet, dans ces deux cas, les créanciers devaient normalement compter sur la cessation des affaires sociales, car la société n'a plus de raison de continuer ses opérations.

Le projet ne mentionne pas la dissolution judiciaire

pour les sociétés poursuivant un but illicite ou immoral, et la dissolution provoquée par un associé, quand la société n'a pas observé les formes légales requises pour son fonctionnement. On a jugé que la première était sous-entendue ; quant à la seconde, elle figure dans les dispositions relatives à la constitution de la société.

Le tribunal est obligé de prononcer la dissolution de la société si la demande est basée sur l'une des causes indiquées par le projet. Il n'a — en fait — qu'un droit de contrôle.

Aussitôt que le tribunal a statué sur la demande de la société, les administrateurs doivent commencer la procédure de liquidation, s'il n'en a été autrement décidé par la loi, l'acte constitutif, les statuts, l'assemblée générale ou l'autorité judiciaire qui a prononcé la dissolution.

Les administrateurs n'ont plus le droit d'entreprendre de nouvelles opérations ; autrement, ils sont personnellement et solidairement responsables des obligations contractées. Cette prohibition produit son effet du jour de l'expiration du délai fixé pour la durée de la société ou de la date qui a été décidée par les associés pour la dissolution de la société ou, encore, qui a été déclarée par décision judiciaire.

Droits des tiers. — Les tiers ont le droit de s'opposer à la dissolution à condition :

1° D'avoir des droits établis par un jugement antérieur à la décision et ayant acquis l'autorité de la chose jugée ;

2° De former opposition dans un délai de trente jours à partir de la publication de la décision.

Ces solutions ont été adoptées en faveur des tiers qui s'opposent à une décision des associés prolongeant la durée de la société après la date primitivement fixée pour sa dissolution ; le projet contient les mêmes exigences quant aux conditions d'après lesquelles les tiers ont le droit de former opposition à une dissolution qui leur nuit. On n'a voulu accorder ce droit qu'aux véritables créanciers, en leur demandant une certaine diligence.

CHAPITRE II

LIQUIDATION

En droit français, l'organisation de la liquidation d'une société à responsabilité limitée est laissée presque entièrement à la charge des associés.

Le projet a, au contraire, amplement réglementé cette matière au titre VII. consacré à la liquidation des sociétés.

Nomination des liquidateurs. — Les liquidateurs sont nommés par les associés ; si — dans l'assemblée des associés — on ne peut recueillir l'unanimité des voix, la nomination sera faite par le juge de l'office du registre du commerce, à la demande des administrateurs ou des associés.

Les administrateurs ou les associés ont le droit d'interjeter appel contre cette nomination, dans un délai de quinze jours à partir de la notification qui leur en sera faite.

Jusqu'à la nomination des liquidateurs, les administrateurs continuent à gérer les affaires de la société, sans avoir le droit d'entreprendre de nouvelles opérations pour le compte de la société. Les dispositions de l'acte constitutif ou des statuts concernant la liquidation et la répartition du patrimoine social qui ne contreviennent

pas à cette réglementation seront, bien entendu, applicables.

Pouvoirs des liquidateurs. — A leur entrée en fonction, les liquidateurs sont obligés de faire un inventaire et de clôturer le bilan ; ces deux pièces seront signées par les administrateurs et les liquidateurs.

Les liquidateurs doivent recevoir et garder les registres qu'on leur a confiés, ainsi que les biens et tous les documents de la société ; ils tiennent un registre dans lequel ils inscrivent toutes les opérations de la liquidation, dans l'ordre de leurs dates.

Ils peuvent :

- a) Ester en justice dans l'intérêt de la liquidation ;
- b) Exécuter et terminer les opérations ayant trait à la liquidation ;
- c) Vendre aux enchères toute propriété mobilière ou immobilière de la société ;
- d) Transiger et compromettre ;
- e) Liquider et encaisser les créances de la société, même en cas de faillite du débiteur ;
- f) Faire — au compte de la liquidation — toutes opérations cambiales, emprunter et, en général, accomplir tous les actes nécessaires à la liquidation des opérations en cours.

Après la publication de l'acte de liquidation, nulle action en faveur de la société ou contre elle ne pourra être exercée qu'au nom des liquidateurs ou contre eux.

Toutes les dispositions de l'acte constitutif ou des statuts compatibles avec la liquidation seront applicables.

Actes interdits aux liquidateurs. — Le projet donne donc aux liquidateurs pleins pouvoirs pour administrer et liquider la société. Néanmoins, il y a quelques actes particulièrement graves pour lesquels on demande aux liquidateurs l'accomplissement de certaines formalités et d'autres qui leur sont même interdits. Tels sont :

a) L'hypothèque des immeubles sociaux (permise seulement avec l'autorisation du tribunal et avis favorable des censeurs, à moins de dispositions contraires de l'acte constitutif, des statuts ou de l'acte de nomination des liquidateurs) ;

b) Interdiction d'entreprendre de nouvelles opérations commerciales qui ne sont pas nécessaires à la liquidation. (Il paraît assez difficile de déterminer les opérations commerciales qui seront *nécessaires* à la liquidation et celles qui n'auront qu'un rapport plus ou moins étroit avec elle). Si les liquidateurs transgressent cette disposition, ils seront personnellement et solidairement responsables des résultats de l'opération.

Responsabilité des liquidateurs. — Les liquidateurs encourent les mêmes responsabilités que les administrateurs.

Publicité de la liquidation. — L'acte de nomination des liquidateurs et tout acte postérieur qui apportera des changements à la personne des liquidateurs doivent être déposés, par les soins des liquidateurs, à l'office du registre pour y être inscrits et publiés au *Journal officiel*.

Dans tous les actes émanant de la société, on doit mentionner que la société est en liquidation.

A la fin de la liquidation, les liquidateurs doivent

demander au juge de l'office du registre du commerce la radiation de la société du registre.

Partage. — Les liquidateurs ne peuvent payer aux associés aucune somme qui leur serait due à la suite des opérations de liquidation sans avoir, au préalable, désintéressé les créanciers sociaux. Les associés pourront néanmoins demander que les sommes retenues soient déposées et qu'on les répartisse, même pendant la liquidation, si, en dehors de tout ce qui est nécessaire pour l'accomplissement de toutes les obligations sociales échues ou à échoir, il reste un disponible d'au moins 10 %.

Les créanciers sociaux, antérieurs à la décision, peuvent s'y opposer dans un délai de deux mois; cette opposition suspend l'exécution de la décision jusqu'à son retrait ou déboutement par une décision devenue définitive.

Les liquidateurs qui prouvent, par la présentation du bilan, que les fonds dont dispose la société ne suffisent pas à couvrir le passif exigible, doivent demander aux associés débiteurs de la société de payer leurs dettes.

Les liquidateurs qui ont acquitté de leurs propres deniers les dettes de la société ne peuvent avoir contre les associés des droits plus étendus que ceux des créanciers désintéressés. Les créanciers de la société peuvent exercer contre les liquidateurs les actions qui découlent des créances arrivées à échéance jusqu'à concurrence des biens sociaux indivis qui existent encore.

La liquidation finie, les liquidateurs dressent le bilan et proposent la répartition parmi les associés.

L'associé qui se croirait lésé peut former opposition

dans un délai de dix jours à partir de la notification du bilan et du projet de répartition. A l'expiration de ce délai, le bilan et la répartition sont considérés approuvés et aucune voie de recours n'est permise contre les liquidateurs. En cas d'opposition, les questions relatives à la liquidation seront séparées de celles relatives à la répartition, à l'égard desquelles les liquidateurs peuvent rester étrangers.

Si la répartition du patrimoine social est faite et tous les comptes approuvés, les registres qui ne seront nécessaires à aucun des anciens associés seront déposés chez l'associé désigné par la majorité. Ce dernier sera obligé de les garder pendant cinq ans, tout intéressé pouvant en prendre connaissance.

Par les dispositions relatives à la constitution, au fonctionnement et à la liquidation des sociétés à responsabilité limitée, le projet a poursuivi le même but que par les autres mesures ; il a voulu donner à ces sociétés une organisation technique qui ait pour effet de favoriser leur développement et spécialement de garantir les droits des tiers par des mesures efficaces, prévoyant des sanctions pénales contre les administrateurs et les censeurs en faute, rendus responsables des dommages. L'expérience démontrera si les mesures prises peuvent réaliser les intentions du législateur.

Toutes ces solutions ne peuvent certainement pas être considérées comme intangibles et définitives. Il n'en saurait être ainsi, dans des questions particulièrement délicates, dont le *substratum* repose indubitablement sur les nécessités et les usages propres à chaque pays.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude sur « L'introduction de la société à responsabilité limitée en Roumanie », il convient d'en tirer la conclusion qu'elle comporte.

On a parfois combattu, dans cet ouvrage, les solutions admises par les auteurs du projet de Code de commerce roumain relatives aux sociétés à responsabilité limitée et recommandé l'adoption de règles différentes. En formulant ces critiques et ces contre-propositions, on s'est inspiré, dans une large mesure, des enseignements qui se dégagent de l'étude des législations étrangères. L'internationalisation du droit commercial, aidée par son autonomie législative et juridique, comme une conséquence de la nature cosmopolite du commerce, resserrera davantage les liens entre les peuples, aidant ainsi l'œuvre de la paix.

On tâchera maintenant de rassembler ces observations éparses et de tirer les conclusions qui doivent guider le législateur roumain lors de la discussion des articles du projet créant la société à responsabilité limitée.

1° Offrir une nouvelle forme juridique à ceux qui veulent s'associer et auxquels ne convient aucun des types de sociétés existants, tel doit être le but du législateur. C'est le patrimoine qui, au point de vue économique, doit

être considéré comme le fondement du crédit, et non la personne du commerçant. Celui-ci n'est plus, à lui seul, un élément déterminant du crédit, tant en ce qui concerne la responsabilité pour les obligations assumées, qu'en ce qui touche l'activité personnelle qu'il déploie dans l'exercice de sa profession.

Mais la société à responsabilité limitée ne doit inhiber aucun des types de société existants de son légitime domaine d'application. Il importe notamment qu'une séparation bien nette existe désormais entre les puissantes entreprises, qui comptent un grand nombre de membres et possèdent d'importants capitaux, et les sociétés de famille, proches des sociétés de personnes. Les rédacteurs du projet ont compris — dans une certaine mesure — l'utilité et la nécessité de cette séparation, et ils ont eu la sagesse de limiter à vingt le nombre des associés. Encore fallait-il, pour rendre vraiment efficace cette disposition, décider qu'au delà d'un certain capital l'adoption d'une autre forme de société serait seule possible.

Il faut à tout prix éviter ce qui se passe en Allemagne, où il existe des G.m.b.H. groupant des centaines d'associés et disposant d'immenses capitaux. Dalberg¹ signale dans son ouvrage, des G.m.b.H. comprenant plus de 1.000 membres. Dans les hypothèses de ce genre, l'institution est manifestement détournée de son but. Le capital social ne doit pas être non plus trop élevé, car dès qu'il dépasse un certain chiffre, la société a une importance économique qui justifie l'application des principes plus rigoureux de la société anonyme.

1. Dalberg, *Kreditsicherung bei der G. m. b. H.*, Berlin 1911, (Deutsche Juristen Zeitung, 1912, p. 611).

2° L'expérience des pays étrangers commande de prendre des mesures énergiques contre les fraudes dont le public pourrait être victime. On a étudié toutes les précautions prises par les auteurs du projet pour sauvegarder, autant que possible, les intérêts des tiers. Quand on considère les abus auxquels donne lieu la G.m.b.H. en Allemagne, on est conduit à conseiller au législateur de ne pas perdre de vue la protection des créanciers sociaux. Au surplus, l'intérêt des tiers n'est pas ici seul en jeu; c'est le succès même de la réforme qui est en cause, car si les fraudes se multiplient, le crédit des sociétés à responsabilité limitée ne tardera pas à se trouver sérieusement compromis.

Il semble bien qu'à ce point de vue aucune critique ne puisse être adressée aux auteurs du projet. Ils ont pris, en effet, les plus grandes précautions en vue d'assurer la réalisation et la conservation du capital social, notamment :

Contrôle de l'autorité judiciaire sur la valeur des apports en nature et du versement intégral du capital;

Obligation de déposer les sommes versées dans un établissement public de crédit;

Très large publicité donnée aux statuts et à l'acte constitutif;

Obligation de délivrer à tout intéressé des copies des statuts et du bilan;

Obligation de mentionner sur tous actes et papiers émanant de la société, la forme qu'elle a adoptée, son capital, l'adresse de son siège social et le numéro d'inscription au registre du commerce.

Le registre du commerce est organisé de telle façon,

qu'en le consultant on trouve tous les renseignements désirés.

L'ensemble des dispositions contenues dans le projet de Code (faillite, concordat préventif, nationalité des sociétés, etc...) est étudié de telle manière qu'en tout moment, la sécurité des tiers soit sauvegardée.

Il faut reconnaître qu'il y a là un ensemble de dispositions donnant aux créanciers de fortes garanties. Mais à quel prix ces garanties sont-elles obtenues ! Combien de formalités et de lenteurs pour constituer une société à responsabilité limitée ! Il est à craindre que toutes ces complications n'aient d'autre résultat que d'arrêter les commerçants honnêtes.

3° La société à responsabilité limitée n'a de raison d'exister que si elle constitue une forme plus souple et plus simple que la société anonyme.

Les auteurs du projet ont considéré la société à responsabilité limitée comme une forme mixte entre les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux. Ils n'ont pu s'empêcher de s'inspirer souvent des dispositions édictées pour la société anonyme, et de cette inspiration a découlé une certaine rigidité du statut de la société à responsabilité limitée.

Par la suppression de la possibilité pour les créanciers de demander la déclaration en faillite des associés d'une société de personnes, responsables *in infinitum*, le principe même de la société à responsabilité limitée, tel qu'il existe dans toutes les législations étrangères, s'en est trouvé atteint. Les rédacteurs du projet ont poussé à l'extrême l'idée de personnalité juridique du patrimoine : les patrimoines organisés sous la forme de sociétés commerciales représentent une sorte d'entité dis-

tincte et indépendante de la personne du titulaire, un corps constitué, à obligations et à droits spéciaux, et ayant un but spécial qu'il cherche à réaliser au moyen des forces économiques.

« Le régime juridique des sociétés commerciales a été fondé sur le principe de la liberté économique, contrôlée par l'Etat et les intéressés¹. »

Cette réforme, dont l'importance n'échappera à personne, peut paraître hardie. L'avenir dira — en admettant qu'elle soit votée par le législateur roumain — si elle sera à même de satisfaire également aux exigences de la pratique.

*
**

L'introduction de la société à responsabilité limitée dans la législation roumaine marque une étape dans l'évolution de l'idée de responsabilité. On était habitué, jusqu'à présent, à considérer l'obligation sur tous les biens comme le corollaire naturel de l'activité personnelle. Chaque fois qu'un individu jouait, dans la conduite d'une entreprise, un rôle de premier plan, qu'il s'agit d'un commerçant isolé, d'un associé en nom collectif ou d'un commandité, le principe de l'article 1718 du Code civil roumain (2092 du Code civil français) trouvait son application. Or, on se trouve ici en présence d'une personne qui gère les affaires de la société dont elle est membre, de la même façon qu'un associé en nom ou qu'un commandité; sa personnalité est connue

1. J. G. Cohen, *op. cit.*, p. 39.

des tiers; son nom sert à composer la raison sociale; il est l'objet d'une publicité et cependant l'associé ne cesse pas de bénéficier d'une limitation des risques au montant de son apport. Il y a là une combinaison nouvelle de nature à tromper un public inexpérimenté pendant les années qui suivront la mise en application de la loi sur les sociétés à responsabilité limitée.

Le projet n'accorde pas à une personne isolée le droit de limiter ses risques. On avait proposé, en France, de permettre à une personne de limiter sa responsabilité au montant des capitaux qu'elle aurait engagés dans l'entreprise commerciale ou industrielle qu'elle aurait exploitée isolément. L'admission de ce projet dans le droit français a semblé une réforme prématurée. Dans le droit roumain, ce principe n'existe pas davantage.

Mais, rien n'empêchera les commerçants de constituer une société avec un de leurs amis ou de leurs employés qui consentira à détenir une part sociale. C'est le résultat auquel on arrive en Allemagne avec les *Einpersonengesellschaften* et en Angleterre avec les *one man companies*.

*
**

S'il est permis de formuler un vœu en terminant cette étude, ce serait celui que le projet de Code de commerce roumain fût présenté le plus tôt possible aux délibérations du Parlement. Au moment où les voix les plus autorisées proclament la nécessité sociale et le devoir pour tous de travailler, alors que le commerce et l'industrie se débattent dans une des plus graves crises qui ait

jamais pesé sur le monde, la société à responsabilité limitée apparaît comme un moyen propre à favoriser la reconstitution des forces économiques d'un pays riche et de grand avenir comme la Roumanie.

Vu,	Vu, bon à imprimer :
<i>le Doyen,</i>	<i>Le Président de Thèse,</i>
BERTHELEMY.	René CASSIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
 S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

Certains ouvrages sont cités en note.

Ante-proiectul codului comercial (Bucuresti, 1931).

Auger B. — « Transformation des sociétés actuelles en sociétés à responsabilité limitée (*Revue des sociétés*, 1925, p. 163).

Auger B. et **Michel R.** — *Traité et formulaire des sociétés à responsabilité limitée* (2^e éd., 1926).

Brodmann E. — *Gesetz betreffend die G. m. b. H.* (Berlin, W. de Gruyter, 1924).

Cohen J. — *Principes du projet de Code de commerce roumain* (Agen, 1931).

Cosack M. — *Lehrbuch des Handelsrechts* (Verlag Ferdinand Enke, Stuttgart, 12^e éd., 1930).

Defrénois Ch. — *Traité formulaire des sociétés à responsabilité limitée* (1926).

Demetrescu P. — *Comerciantii in ante-proiectul codului comercial*. (Bucuresti, 1931).

Drouets G. — *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée* (2^e éd., 1927).

Formoy R. — *The historical foundations of modern company law* (London, 1923, Sweet).

Fränkel. — *Die G. m. b. H. volkswirtschaftliche Studie* (1915).

Gain R. — *Les sociétés à responsabilité limitée* (4^e éd., 1932).

Garraud. — *Le régime pénal des sociétés à responsabilité limitée* (*Recueil juridique des sociétés*, 1927, p. 881).

Heinsheimer K. — *Handelsrecht mit Wechsel-und Schéckrecht* (Verlag Julius Springer, Berlin, 1930).

- Lepargneur J.** — *La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée* (2^e éd., 1926).
- Martine J. H.** — *Législation anglaise sur les compagnies limitées et non limitées* (Paris, 1867).
- Molitor.** — *Die ausländische Regelung der G. m. b. H. und die deutsche Reform* (1927).
- Petrascu N.** — *Analiza ante proiectu lui codului de comerț.* (București, 1931).
- Pic P. et Baratin E.** — *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée* (2^e éd., 1929).
- Piot G.** — *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée* (1926).
- Pottier A.** — *Les sociétés à responsabilité limitée* (Paris, 3^e éd., 1929).
- Staub H., Hachenburg M.** — *Kommentar zum Gesetz betreffend die G. m. b. H.* (Berlin, 5-te Aufl. 1927, 2 vol.).
- Thaller et Percerou.** — *Traité élémentaire de droit commercial* (Paris, 8^e éd., 1931).

THESES

- Athanasovici C.** — *Les pouvoirs des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée*, 1929.
- Courtois P.** — *Des apports dans les sociétés à responsabilité limitée*, 1929.
- Copper-Royer J.** — *Les sociétés à responsabilité limitée en droit français*, 1931.
- Drouets G.** — *La compagnie privée et la société à responsabilité limitée*, 1922.
- Genisserlis J.** — *La loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée et ses récents projets de réforme*, 1928.
- Hatt J.** — *La société à responsabilité limitée en droit allemand contemporain*, 1908.
- Mourlaque F.** — *Transformation des sociétés existantes en sociétés à responsabilité limitée*, 1927.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Nécessité d'introduire les sociétés à responsabilité limitée en droit roumain	7
Plan	14

LIVRE PREMIER

LA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE DANS LES PAYS ÉTRANGERS

Allemagne	17
Caractères distinctifs	19
France	21
Angleterre	26
Caractères distinctifs	27
Autriche	28
Caractères distinctifs	29
Italie	29
Suisse	31
Pologne	32
Caractères distinctifs	33
Russie	34
Tchécoslovaquie	35
Portugal	35
Hongrie	35
Bulgarie	35
États-Unis	35

LIVRE II

LA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE DANS LE PROJET ROUMAIN DE CODE DE COMMERCE

TITRE PREMIER

CONDITIONS DE FOND ET DE FORME DE LA CONSTITUTION

Chapitre premier. — Généralités	
Premier caractère distinctif : la responsabilité limitée de tous les associés	37 38

Deuxième caractère distinctif : non négociabilité des parts sociales et restrictions apportées par le projet à la cessibilité des droits sociaux	39
Troisième caractère distinctif : la raison sociale	40
De la dénomination commerciale	41
Caractère mixte de la société à responsabilité limitée	42
Commercialité	43
Personnalité morale	43
Chapitre II. — Conditions de fond	45
<i>Section I. — Conditions de validité communes à tous les contrats</i>	<i>45</i>
A. Consentement des parties	46
B. Capacité des parties	46
C. D. Objet licite et cause certaine	50
<i>Section II. — Conditions de validité communes à toutes les sociétés</i>	<i>51</i>
A. Des apports	51
B. Réalisation de bénéfices	52
C. Participation aux bénéfices et aux pertes	52
D. Autorisation de fonctionnement	53
E. Nationalité des sociétés	58
<i>Section III. — Conditions de validité propres aux sociétés à responsabilité limitée</i>	<i>60</i>
1. Constitution par acte authentique	60
2. Nombre des associés	60
3. Montant du capital social et taux des parts sociales	62
4. Différentes conditions relatives au capital social	65
A. Souscription de toutes les parts sociales	65
B. Libération intégrale de toutes les parts sociales	66
C. Libération des parts sociales correspondant à des apports en nature	72
D. La part sociale (nature juridique et transmission de)	73
Chapitre III. — Conditions de forme	76
A. Nécessité d'un écrit authentique	76
B. Enonciations contenues dans l'acte	78
Chapitre IV. — Règles de publicité	80
<i>Section I. — Formalités de publicité originaires</i>	<i>81</i>
<i>Section II. — Publicité des modifications apportées aux statuts et des changements survenus parmi les associés</i>	<i>83</i>
<i>Section III. — Publicité permanente</i>	<i>85</i>
Chapitre V. — Sanction des règles constitutives	88

TITRE II

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Chapitre premier. — Généralités.....	91
Chapitre II. — Des administrateurs.....	94
<i>Section I. — Nomination et révocation des administrateurs</i>	<i>95</i>
1. Nomination des administrateurs.....	95
2. Nombre et capacité des administrateurs	96
3. Rémunération des administrateurs.....	97
4. Durée du mandat des administrateurs.....	98
<i>Section II. — Attributions et pouvoirs des administrateurs.....</i>	<i>100</i>
<i>Section III. Responsabilité civile et pénale des administrateurs....</i>	<i>104</i>
Chapitre III. — Des censeurs.....	109
A. Conditions requises pour être nommé censeur.....	110
B. Attributions et pouvoirs.....	111
C. Responsabilité civile et pénale des censeurs.....	113
Chapitre IV. — L'assemblée des associés	114
A. Généralités.....	114
B. Convocation	115
C. Majorité	116
D. Pouvoirs de l'assemblée des associés.....	116
Chapitre V.	120
<i>Section I. — Transformation des sociétés.....</i>	<i>120</i>
<i>Section II. — Exclusion des associés.....</i>	<i>122</i>
<i>Section III. — De quelques règles relatives au bilan.....</i>	<i>123</i>
<i>Section IV. — Majoration et réduction du capital social.....</i>	<i>124</i>
<i>Section V. — Clause d'intérêts fixes.....</i>	<i>125</i>
<i>Section VI. — Réserves</i>	<i>126</i>
<i>Section VII. — Dividendes fictifs.....</i>	<i>127</i>

TITRE III

DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Chapitre premier. — Dissolution	129
Chapitre II. — Liquidation	136
Conclusion	141

Les Editions Domat-Montchestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris, 1933.
